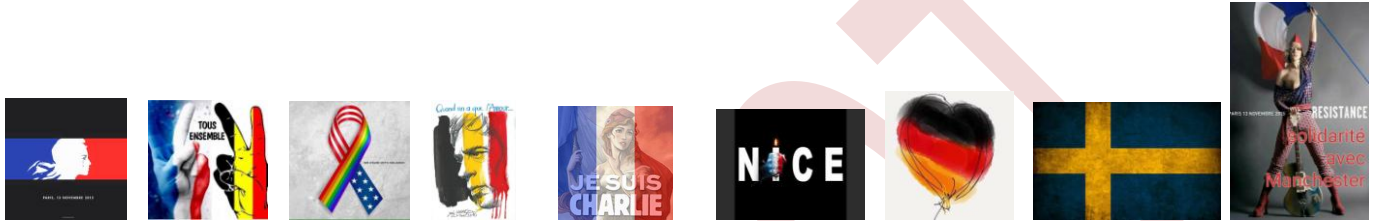




CENTRE RHONE -ALPES D'INGENERIE SOCIALE SOLIDAIRE & TERRITORIALE

REVUE DE PRESSE DU 1^{ER} AU 5 JUILLET 2017



- [Laurent Wauquiez et la Région Auvergne-Rhône-Alpes : le chaos](#)
- [Région Auvergne-Rhône-Alpes : "malaise" et "souffrances" au sein de l'exécutif](#)
- [Politique de Laurent Wauquiez : le milieu économique impatient et inquiet](#)
- [Etienne Blanc : "Laurent Wauquiez ne mérite pas qu'on lui fasse un procès personnel"](#)
- [Discours du Président de la République devant le Parlement réuni en Congrès, 3 Juillet 2017](#)
- [Déclaration de politique générale de M. Edouard PHILIPPE, Premier ministreAssemblée nationale, mardi 4 juillet 2017](#)

Laurent Wauquiez et la Région Auvergne-Rhône-Alpes : le chaos

Par Denis Lafay | 28/06/2017, 6:30 | 4988 mots

A la tête de la région depuis 2015, le président Wauquiez doit faire face à une grave crise. (Crédits : Laurent Cerino/ADE) La Région Auvergne-Rhône-Alpes traverse une tempête violente. Jamais depuis 1998 et le tristement célèbre rapprochement entre Charles Millon et le Front national, la collectivité (8 800 agents et 3,685 milliards d'euros de budget) n'avait connu pareille tornade. Élus de la majorité et de l'opposition, membres de l'exécutif, salariés, représentants du personnel, interlocuteurs extérieurs, spécialistes en stratégie territoriale, dirigeants consulaires, syndicaux et patronaux, conseillers du Ceser, élus de la Métropole de Lyon... dressent un état des lieux social, humain, organisationnel inquiétant. Même funeste. Avec pour point de cristallisation la personnalité, le comportement et les méthodes de son président Laurent Wauquiez. La collectivité apparaît proche de la rupture. Premier volet de l'enquête. Jeudi 29 juin : "Malaise et souffrances" au sein de l'exécutif, portrait et interview du 1er vice-président Etienne Blanc. Vendredi 30 juin : L'impatience et les craintes du milieu économique.

• Une réorganisation en panne

Les quatorze mois de vacance à la direction des ressources humaines - Jean-Louis Biard, en provenance de la mairie de Cannes, a pris ses fonctions en février 2017 - en sont l'illustration : la définition puis la mise en œuvre d'une nouvelle architecture organisationnelle concrétisant la fusion des collectivités Auvergne et Rhône-Alpes et la gestion managériale et sociale, des postes et des emplois, sont, pour l'heure, un échec. En cause, pêle-mêle une impréparation, des négligences. Et quelques stratégies troubles. 8 800 agents (dont 6 800 à... 6 027 selon les sources, affectés aux lycées) sont employés, réunis dans cinq pôles eux-mêmes subdivisés en 22 directions, elles-mêmes sectorisées par services.

La conjonction d'une volonté, affichée - au nom du plan pluriannuel de réduction des coûts de fonctionnement pour un montant total de 300 millions d'euros - d'alléger les effectifs, de l'ampleur considérable que constitue l'agglomération de deux collectivités, mais aussi d'une insuffisante considération du chantier, provoque une situation explosive.

"Compétition interne malsaine"

C'est à plusieurs centaines que les organisations syndicales chiffrent les postes fermés, en cours de redéfinition ou de redéploiement, dans l'attente de recrutements ou de départs. Les nominations aux postes de directions sont loin d'être achevées, les organigrammes sont incomplets, et en cascade les affectations *intra* et *inter* services sont figées. Même celui des ressources humaines, censé mettre en œuvre la politique des emplois, n'est pas pleinement opérationnel. Que le vice-président Étienne Blanc (*lire son interview en ligne jeudi*) s'avoue dans l'incapacité de produire une photographie de la situation est révélateur.

Et ce sont donc l'incertitude, les calculs tactiques, les (dé)espérances qui caractérisent l'état d'esprit, notamment au siège lyonnais, du personnel. Avec pour point d'orgue une compétition souterraine, "malsaine" résume une salariée, entre agents, otages des rumeurs et des supputations, des connivences et des inimitiés, exhortés à postuler dans *tel* service contre *tel* autre candidat, pour conserver *tel* emploi contre *tel* prétendant... le tout, sciemment ou maladroitement entretenu par une hiérarchie jugée au mieux amatrice au pire cynique. "Dans ce contexte, il s'avère difficile de séduire des hauts profils externes de venir et de convaincre ceux en interne de rester", commente un professionnel des ressources humaines.

"Tout est bloqué"

Les répercussions de ces dysfonctionnements *frappent l'exécutif et ont franchi les murs de l'enceinte*. Elles *frappent l'exécutif*, comme le rapportent les salariés et le reconnaissent des vice-présidents consternés par d'ultimes arbitrages qui les déjugent publiquement et au sein même de leur délégation (*lire "Malaise et souffrances au sein de l'exécutif, jeudi*), jusqu'à les réduire à des rôles de « *figurants* » ou de « *simples exécutants*. » Tout ou presque transite par le cabinet du président ; une *hyper* centralisation qui tranche avec l'*hyper* - et à certains égards très excessive - liberté dont jouissaient les vice-présidents de l'exécutif précédent de Jean-Jack Queyranne. Un proche du directeur général des services l'affirme : « [Guillaume Boudy](#) est lessivé, tétanisé, en souffrance. La rumeur de son départ ne cesse d'enfler. »

Et elles ont franchi les murs de l'enceinte et rejaillissent sur la fluidité des dossiers mêlant le tissu socio-économique, comme en témoigne l'« *immense bordel* » ainsi résumé par une figure du monde patronal. La simplification des process internes et l'assèchement bureaucratique, promis pendant la campagne pour décongestionner le fonctionnement de l'établissement, sont encore à l'état de chantier. « *Tout est bloqué, en stand-by, en attente de signatures ou, pire, de responsables pour prendre la plume et de collaborateurs compétents* », complète un spécialiste des politiques territoriales.

« De manière doctrinaire, et parce que viscéralement il exècre toute formation syndicale, Laurent Wauquiez a tiré un trait sur le dialogue social », souligne un syndicaliste. Crédit LC/ADE

• Un climat social délétère

Ce contexte organisationnel participe en premier lieu à un mal-être qui s'est propagé et ramifie indistinctement services et strates hiérarchiques. Sans vision des emplois, sans perspective commune de sens, sans dynamique managériale partagée, le corps social apparaît déséparé. [Les mobilisations du personnel qui se sont succédées](#) depuis le 7 novembre 2016 en témoignent. L'un des vice-présidents le concède lui-même : dans sa délégation coexistent des situations de « *burn out* » et d'autres de « *bore out* ».

Lire aussi : ["Niée, déconsidérée, inutile" : un agent de la Région face au bore out](#)

Les représentants du personnel l'affirment : le nombre d'arrêts maladie a « explosé », sans toutefois - faute d'obtenir des informations de la DRH - être en mesure d'étayer quantitativement l'allégation... qu'Étienne Blanc lui-même est dans l'incapacité de contester ou d'invalider. « *La direction a-t-elle fait le calcul financier de ce phénomène, auquel d'ailleurs moi-même participe pour la première fois dans ma carrière ?* », interroge un cadre non syndiqué.

"Peur", "paranoïa", "intimidation"

Enfin, sans qu'il soit possible de distinguer clairement ce qui relève du fantasme et de la réalité, le personnel syndiqué ou non stigmatise un contexte « *de peur* » et de « *paranoïa* », des méthodes « *de pression insupportables* », des pratiques d'intimidation « *inacceptables*. » Et tous notamment de faire référence au mouvement de contestation du 9 février 2017.

« *Nous étions rassemblés dans l'atrium intérieur du siège social, que surplombent des passerelles. De là, des personnes nous photographiaient* », assurent-ils. « *Quand donc les dossiers que des collègues commencent de constituer déboucheront-ils enfin sur des plaintes pour harcèlement ?*, questionne l'un d'eux.

Quand je découvre le projet de conditionner désormais les absences pour « décès » ou « maladie très grave » des proches aux « nécessités de service »... C'est aussi grotesque que scandaleux. Le climat est irrespirable. Vivement que j'en parte. Et c'est sans doute le but que poursuit cette stratégie de découragement. »

Et de lancer un avertissement : « Imagine-t-on l'ampleur du séisme si, pour des motifs professionnels, un agent se balance dans le vide du haut de l'édifice ? »

Mettre fin au gabegies

La politique de l'exécutif n'est pas non plus étrangère au découragement. D'une culture historique de *mission* et de *projets*, la collectivité apparaît aux yeux du personnel s'être enfermée dans celle de « simple » *gestion*, qu'incarne le dogme des [75 millions d'euros de réduction des coûts de fonctionnement en années 2016 et 2017](#). « On ne bâtit pas un projet d'entreprise, on ne mobilise pas des agents sur ce seul objectif », déplore le socialiste Jean-François Debat, vice-président de la Région Rhône-Alpes en charge des finances dans la précédente mandature.

Seul ? Certes non. Mais l'ensemble des observateurs, y compris dans le cénacle syndical ou dans l'exécutif de Jean-Jack Queyranne (président de 2004 à 2015), le reconnaît : le corps social de la collectivité était usé. Restaurer un cadre responsabilisant, rigidifier les procédures, revitaliser une perspective, redynamiser les agents était devenu urgent. Ce qui, en premier lieu, impliquait de mettre fin aux gabegies - y compris dans la gestion, « élastique » voire laxiste, du personnel - et aux emplois inutiles qui avaient sédimenté au gré des largesses et des négligences.

Tout le monde l'admet : le personnel et la dynamique collective étaient usés par la deuxième mandature Queyranne et réclamaient un électrochoc. Crédits : LC/ADE

- **Un dialogue social discrédité**

Cet examen aussi sévère qu'incontestable des dérives de l'ancienne mandature est d'ailleurs au carrefour des *espérances originelles* et des *désillusions actuelles* qu'incarne Laurent Wauquiez. Unaniment en effet, l'impériosité de réveiller l'endormie de concert avec les injonctions économiques et financières - liées à la raréfaction des subsides de l'État et donc des ressources - s'est imposée.

« Nous sommes parfaitement conscients de la situation des collectivités. Et même nous étions en attente forte du nouvel exécutif pour mettre en œuvre un projet compatible avec l'obligation de contraintes incontournables et d'une rigueur retrouvée », résume Élisabeth Le Gac, secrétaire régionale de la CFDT.

C'est pourquoi, affirme-t-on chez les agents, que la victoire de Laurent Wauquiez fut accueillie avec « beaucoup d'espoir » et sécréta une volonté « motivante » d'apporter leur contribution au vaste chantier.

"Chasse aux sorcières"

Or, très vite, le désenchantement a assombri les certitudes, avant de les éteindre. En cause, la perception que le président déconsidérerait les organisations syndicales, manifestait une défiance « idéologique et sectaire » à l'encontre d'agents assimilés à des suppôts de la gauche, méprisait le dialogue social. « Une chasse aux sorcières », claque Christian Darfeuille, secrétaire général UNSA. Une perception créditée par des gestes et des phrases - « comme son refus, dès son arrivée, de nous reconnaître officiellement toute légitimité tant que les élections du personnel concrétisant la fusion ne seraient pas tenues... ce qui intervint dix mois plus tard », fulminent les organisations syndicales -, corroborée par des membres du Conseil économique, social et environnemental (Ceser) - « on ne compte plus les silences et les actes dilatoires, les entraves délibérés y compris en terme d'information et de communication », pestent aussi bien Michel Weill et Jean-Marc Guilhot (CFDT) que des participants au collège patronal - et dans la bouche même des plus hauts hiérarques patronaux.

« De manière doctrinaire, et parce que viscéralement il exècre toute formation syndicale, Laurent Wauquiez a tiré un trait sur le dialogue social », résumant deux d'entre eux. Sa décision de mettre fin à la Conférence sociale annuelle, où germèrent, par le passé, le Fonds régional d'action d'urgence, le hub financier et notamment le Fonds régional d'investissement, le plan PME, la gouvernance des CTEF (35 contrats territoriaux emploi formation aujourd'hui supprimés et appelés à être remplacés par un dispositif endogène), ou encore la plateforme de sécurisation des parcours professionnels, surgit comme un symbole. Y compris d'une « méfiance » voire d'une « aversion dogmatiques » pour les corps intermédiaires et les espaces de contre-pouvoirs, supposés « déranger » la démocratie directe qu'il revendique - dans le sillage de Nicolas Sarkozy. « Or, que traduisent la transformation de la politique française et la mutation de la démocratie que nous vivons en 2017 ? La volonté citoyenne de « prendre part à ». Exactement l'inverse des logiques de Laurent Wauquiez », complète Élisabeth Le Gac.

Les mobilisations du personnel se sont succédées depuis le 7 novembre 2016. Crédits LC/ADE

"Électrisé"

Au final, et exacerbé par ses prises de position politiques nationales et par la perception d'une instrumentalisation de sa fonction régionale au service de son destin personnel, le corps social apparaît électrisé. Même le devoir d'obéissance et de loyauté, intrinsèque à tout emploi de fonctionnaire, semble fragilisé, et vaciller. D'aucuns estiment leur intégrité malmenée. Passent les « cas évidents », [comme la clause Molière imposant l'usage du français sur les chantiers publics](#) ; finalement jugée discriminatoire et contraire à la législation européenne, les agents ne peuvent être sommés de la mettre en œuvre.

Mais bien d'autres situations échappent à cette limpidité. « Comment voulez-vous « considérer » votre président lorsque celui-ci déclare que les plats préparés dans les lycées par le personnel de la Région sont de la « m... » ?, synthétise un cadre. Alors nous ne faisons rien pour nous mettre en faute, mais nous ne faisons pas plus pour faire honneur à notre responsabilité. » Une insubordination sourde et déguisée, mais un sabotage réel. Ce qui n'est pas « obligation factuelle » est potentiellement nié ou détourné. « On ne se déplace plus, on ne relance pas les mails, on ne provoque pas de réunion, on ne prend plus d'initiative », confient, en substance, les témoins.

- **Des aides directes vilipendées**

La relation conflictuelle que Laurent Wauquiez semble entretenir à l'égard des corps intermédiaires et cette culture de la démocratie directe ne sont pas étrangères au choix, prioritaire, des « aides directes » pour matérialiser la mobilisation de l'exécutif régional en faveur du tissu socio-économique. Un dispositif, concomitant à l'éradication des CDDRA (contrats développement durable Rhône-Alpes) qui maillaient le territoire et diagnostiquaient les besoins locaux, loin de faire l'unanimité. Outre l'obsolescence dont les milieux économiques le taxent volontiers (lire "Les patrons jugent le programme économique de Laurent Wauquiez, en ligne vendredi), il représente un levier éthiquement suspect, c'est-à-dire un outil d'exercice d'influence potentiellement soustrait à l'impartialité et à la transparence.

Au sein même des instances représentatives des chefs d'entreprise, confidentiellement « on » s'inquiète qu'un tel *instrument de pouvoir* permette à quelque individu *obsessionnellement de pouvoir* d'assouvir immodérément et « amoralement » *l'exercice politique du pouvoir*. Et de mettre en garde contre cette logique là encore « très sarkozienne » des rapports de force, au nom de laquelle « rien n'est jamais gratuit » et « toute aide est subordonnée à un renvoi d'ascenseur. Comment croyez-vous que Laurent a été fait star au Puy-en-Velay ? », questionne, caustique, une figure régionale de l'entrepreneuriat proche de l'intéressé.

La collectivité (8 800 agents et 3,685 milliards d'euros de budget) n'avait connu pareille tornade depuis 1998. Crédits : LC/ADE

Au sein de la Région et du Ceser, y compris de l'exécutif, on s'émeut d'attributions « étonnantes », qui correspondent aux intérêts électoraux des Républicains et à une cartographie des « points forts » en Auvergne - « outrageusement favorisée » - et dans les zones rurales, là où Laurent Wauquiez fonda son succès en 2015. La subvention directe de [1,2 million d'euros accordée lors de la première session plénière le 28](#)

janvier 2016 au colosse Aubert et Duval, propriété du géant minier Eramet, pour soutenir l'installation d'une unité de production est restée dans les mémoires. Et « annonçait la couleur ».

Clientélisme

« La couleur »? Celle, clament désormais sans se cacher les interlocuteurs, d'un « *clientélisme* » habilement maquillé, aux commandes duquel règne celui que ses détracteurs surnomment le « *préfet* » ou l'« *âme damnée* » du président : Ange Sitbon, que Laurent Wauquiez a débauché au sein de l'ex-UMP où il exerçait son excellente connaissance de la carte électorale ([lire également « Ange Sitbon, la perle secrète de Wauquiez » sur mediacites.fr](#))

Officiellement « simple » délégué général aux missions transversales et à la relation aux élus, il est en réalité « *les yeux et les oreilles du président en son absence, dans la collectivité comme sur tout le territoire* », constate un élu de la majorité. En effet, à lui et à son équipe rapprochée, constitutifs d'un « *cabinet noir* », l'arbitrage ultime d'un certain nombre de fléchages financiers. Et des fléchages financiers dont, dans l'ensemble et au-delà du périmètre d'intervention « Sitbon », les motivations n'apparaissent pas « que » électoralistes : celles dites « idéologiques » sont aussi convoquées.

Là encore encrée de manière indélébile, la mise en perspective des trois millions d'euros de subventions pluriannuelles votés le 22 septembre 2016 en faveur de la Fédération régionale des chasseurs pendant que des mouvements de défense de l'environnement comme la Frapna ou la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) étaient appauvris. Culturelles ou sociales, les associations souffrant des restrictions drastiques de la Région sont légion. « *Même le secteur de l'économie sociale et solidaire est attaqué* », déplore-t-on au sein du Ceser, où, là aussi, est mise en avant « *l'impressionnante* » cohérence des arbitrages avec les positionnements politiques et les préférences thématiques du président.

Arbitrages idéologiques

Avec à la clé, selon les organisations syndicales, la disparition de 1 500 emplois. Le secteur de la formation professionnelle n'est pas épargné. Au sein du Cnam (Conservatoire national des arts et métiers) et du Greta, dont acteursdeleconomie.com révélait le 13 avril les conséquences sur l'emploi des coupures budgétaires brutalement décrétées, on ne peut s'empêcher de considérer que la nature même des formations dispensées, l'ADN des établissements, et le type de publics concerné par les parcours de professionnalisation, ont participé à la décision régionale.

Lire aussi : [Région Auvergne-Rhône-Alpes : le Cnam et les Greta foudroyés](#)

« *C'est, là encore, un bon exemple de ce qui caractérise la stratégie de Laurent Wauquiez confondant vitesse et précipitation. La nécessité d'économies et pour cela de nouveaux arbitrages budgétaires est tout à fait légitime ; appliquer la règle dans l'immédiateté, sans nuance ou plan B, et dans le mépris des conséquences est inacceptable* », précisent à l'unisson des représentants des collèges syndical et patronal du Ceser. « *La brusquerie aveugle n'est pas compatible avec la réalité et les contraintes objectives qui fondent le fonctionnement d'une collectivité régionale* », abonde Jean-François Debat.

Jean-François Debat est catégorique : la poursuite du plan de réduction des coûts ne sera pas supportable au-delà de 2017.

- **Un plan de réduction accompli au-delà des objectifs**

Le bilan de Laurent Wauquiez peut-il être confiné dans ce seul réquisitoire ? Non. Ce qui compose son actif n'est pas anodin. Et tout d'abord, l'accomplissement du principal vœu de campagne : la réduction des coûts de fonctionnement de l'institution. 300 millions sur l'ensemble de la mandature, dont 75 millions pour chacune des deux premières années. Selon le premier vice-président Étienne Blanc (*lire son interview, en ligne jeudi*), le seuil annoncé des exercices 2016 et 2017 cumulés sera même dépassé. « *Oui, il y avait un peu de gras* », concède Jean-François Debat.

Ce « *coup de volant* » de rigueur, souligne-t-on unanimement dans les rangs patronaux était une « *absolue nécessité*. » L'institution était encalminée, enkystée. « *Ce que le président et son exécutif ont réussi pour la sortir de cette asphyxie est remarquable*. » Y compris parce que cela doit permettre de desserrer l'étau des restrictions, et libérer de nouvelles marges d'investissement. « *Dans mon secteur [celui des transports, d'1,260 milliard d'euros NDLR], nous devons remédier à l'usure du réseau ferroviaire, principalement des lignes secondaires. Sans cette stratégie qui permet de dégager une capacité d'investissements de 40 millions d'euros, je n'aurais pas pu convaincre l'État d'abonder de 215 millions d'euros pour lancer les travaux de réfection de 1 200 km de rails* », illustre [Patrick Mignola \(vice-président Modem et désormais député La République en marche\)](#).

Son expérience passée de vice-président des finances lui conférant une expertise particulière dans ce domaine, Jean-François Debat se montre en revanche dubitatif.

« *L'immense majorité d'un budget régional est composée de postes de dépenses et d'investissements incompressibles, dans les secteurs des transports, de la formation, ou de l'économie. Imagine-t-on générer éternellement des économies dans l'entretien des lycées ou des transports ferroviaires ? Non. En année 1, la justification des économies était possible. En année 2, ce sera nettement plus compliqué. Au-delà, cela est impossible, sauf à vider la politique régionale de sa substance. Enfin, peut-on simultanément réduire drastiquement les affectations dans les domaines culturel et environnemental et affirmer une « vision » pour la Région ?* ».

Des vice-présidents « Économie » appréciés

Autre fortune, la composition d'un exécutif globalement apprécié. Certains vice-présidents certes balbutient voire souffrent, principalement ceux issus de la société civile et/ou dont la « matière » ne constitue une priorité ni programmatique, ni idéologique, ni électoraliste - « *des faire-valoir* » ou « *des fantômes* », les raille-t-on. La promesse d'un rajeunissement, mais aussi de la double parité hommes-femmes et professionnels de la politique-société civile a toutefois été mise en œuvre.

Au sein des milieux économiques et patronaux, leur propre expérience des si complexes et souvent périlleuses fusions d'entreprises dicte une grande indulgence à l'égard de celle des collectivités auvergnate et rhônalpine - ici complexifiée par le déploiement, cahoteux, de la loi NOTRe -, et la préoccupation personnelle de Laurent Wauquiez pour la « chose entrepreneuriale » n'est l'objet d'aucun soupçon.

Le remplacement de Laurent Wauquiez par Etienne Blanc était espéré par les agents. Crédits : LC/ADE

Etienne Blanc plébiscité

Enfin la « *bonne volonté* » et les dispositions affichées par quatre des cinq vice-présidents concernés - Étienne Blanc, Martial Saddier (économie, emploi, entreprises), Yannick Neuder (enseignement supérieur et recherche) et Juliette Jarry (numérique), le « cinquième élément » étant Philippe Meunier, délégué à la Chasse, la pêche, la sécurité... et aux partenariats internationaux - sont soulignées. « *Il est d'ailleurs étonnant de constater l'écart, abyssal, entre la dynamique de coopération de ces quatre vice-présidents et l'esprit de non coopération de leur président* », constate l'un de leurs *alter egos* à la Métropole de Lyon.

Surtout, au sommet de cette hiérarchie de l'exécutif, exerce un Étienne Blanc plébiscité (*lire "Etienne Blanc, l'antithèse", en ligne jeudi*). Au point qu'entamée plusieurs semaines avant le dépôt des candidatures au scrutin législatif (19 mai) la somme des entretiens composant l'enquête révélait « *l'espoir* » et le « *soulagement* » - pour les plus mesurés - la « *délivrance* » - pour les plus vindicatifs - d'un départ, alors fortement crédible, de Laurent Wauquiez pour le Palais Bourbon et concomitamment son remplacement par le maire de Divonne-les-bains et

ex-député de l'Ain. « *En tant que représentante des salariés, c'est exactement ce à quoi j'aspirais* », claque Viviane Huber, secrétaire CFDT. « *Douche glacée* », ce jour-là, pour les détracteurs du possible futur président des Républicains. Glacée mais promise à tiédir, puisque son statut de suppléant lui assure, avec la victoire d'Isabelle Valentin dans la 1ère circonscription de Haute-Loire, de retrouver un strapontin de député au moment où il le jugera utile. Ce qui pourrait intervenir bien avant la fin de sa mandature en 2021.

Un problème « personnel »

En définitive, le « problème » de la Région Auvergne-Rhône-Alpes apparaît circonscrit à « celui » de son président. Et d'une personnalité anathématisée. Pêle-mêle sont rapportés l'« *extrême* » dureté de ses propos, l'« *autoritarisme* » de son *leadership*, un « *machiavélisme* » et un « *narcissisme* » « *pathologiques* », des comportements duplices et des arbitrages sophistes, sa propension à « *intimider* » et à « *humilier* » - y compris, en public, son exécutif -, ses manques « *d'humanité* » et même « *d'éducation* » dans certaines circonstances, sa logique des rapports de force et sa défiance naturelle cultivées dans une vision manichéenne des situations et des individus. Son instrumentalisation « *experte* » de la communication liée à sa « *soif de lumière* » est source de « *mensonges* » selon Jean-François Debat, faisant référence à la « *gestion criminelle* » dont Laurent Wauquiez qualifia la mandature Queyranne.

« *Nous le savions tous : son engagement hautement médiatisé d'installer des portiques de sécurité dans les lycées était irréaliste, comme en témoigne la poignée d'établissements aujourd'hui équipés. Peu importe, l'effet d'annonce a réussi* », prend pour exemple Viviane Huber. Incarnation symptomatique : selon nos sources, la « *violence* » de sa réaction, en privé, lorsque le Ceser émit des réserves sur le budget de la Région aurait participé à la décision de sa présidente Sybille Desclozeaux de ne pas postuler à la reconduction de son mandat.

"À un ectoplasme a succédé un fantôme"

Également déploré : son pilotage « *à temps très partiel* » de la collectivité. Le chantier de la fusion, pour n'évoquer que lui, autorise-t-il une présidence en pointillés ? « *À un ectoplasme a succédé un fantôme* », fustige le président d'une société conseil en stratégie. Enfin, *last but not least*, la juxtaposition antagoniste de ses responsabilités régionales et de ses visées nationales, la collision qu'instruit l'exaucement de son intérêt personnel et celui de l'intérêt général propre à sa présidence, la compatibilité, conflictuelle, de la *neutralité idéologique* caractéristique de tout mandat régional et de la *liberté idéologique* - vitupérée jusque dans son camp - émise dans le cadre du débat public national.

Au soir du premier tour du scrutin présidentiel, son refus, déterminé et isolé, d'appeler les électeurs LR à voter *pour* Emmanuel Macron afin de faire barrage à Marine Le Pen, fut considéré comme le symbole supplémentaire d'une « *radicalisation* » et même d'un « *sectarisme* » orchestrés dans le cadre de la recomposition du parti dont il brigue les commandes. L'un de ses anciens comparses du Conseil d'État observe son évolution idéologique vers la « *droite dure* » : au début, il la croyait de « *pure* » opportunité circonstancielle. Aujourd'hui, et à l'aune de ses 18 premiers mois à la tête de la collectivité, il en est « *sûr* » : la « *brutalité* » avec laquelle il exerce son pouvoir incarne et modèle celle de ses convictions les plus intimes. Les récentes évocations, dans le cadre de la future présidence des Républicains, d'une proximité avec Marion Maréchal Le Pen - qui lui « *tend la main* » dans un entretien à *Valeurs actuelles* le 17 mai - et le mouvement intégriste Sens commun - qui « *salue et soutient ses prises de position courageuses* » - attisent un peu plus les braises.

La conquête de la présidence nationale des Républicains exhorte Laurent Wauquiez à un durcissement idéologique et programmatique.

Ce contexte confusant et même collusif, accréditant la perception qu'il prend la collectivité régionale au piège de son ambition - légitime mais obsessionnelle - de conquérir l'Élysée, contribue à enflammer les doutes, les rejets, et donc les supputations plus ou moins fondées. Au premier rang desquels le « *désintérêt* » pour sa fonction régionale, entretenu par l'exiguïté du budget et des marges de manœuvre, par des convictions personnelles en matière territoriale et européenne « *peu compatibles* », par l'illisibilité de sa « *vision régionale* », et surtout par la nature des compétences gérées qui ne lui autorisent guère de visibilité « *publique et électorale* ». Son « *combat* » en faveur de la réduction des coûts de fonctionnement participe d'ailleurs des rares opportunités pour lui de faire valoir, le moment venu, dans le débat national sa capacité à dupliquer sur la géographie hexagonale les enseignements du « *laboratoire* » régional.

« *Son populisme idéologique et tactique, et sa politique clientéliste n'honorent pas le sens de la responsabilité républicaine et citoyenne* », tranche Elisabeth Le Gac.

Pour toutes ces raisons, la *perception* qu'en décembre 2015 son objectif final était davantage de conquérir le poste que de piloter la Région est peu à peu devenue *certitude* dans les consciences, synthétise Christian Darfeuille.

"Il déplace des montagnes"...

Personne ne se hasarde à contester son « *impressionnante* » intelligence, un don rare d'ubiquité, une capacité de travail « *hors du commun* » qui lui assurent une « *excellente* » maîtrise des dossiers. « *Il déplace des montagnes* », admire le vice-président Martial Saddier.

Nul doute, à ce titre, que « *l'impatience* » et « *l'opportunisme* » le caractérisant résultent de cette singulière agilité intellectuelle. Intellectuelle mais aussi tactique ; [son renoncement momentané \(et surprenant\) à la députation](#) a « *intégré* » la victoire d'Emmanuel Macron, la dérouté du parti LR et sa probable implosion, l'anticipation d'une débâcle le 18 juin, l'analyse des votes, peu favorables à sa formation politique, au Puy-en-Velay lors de la présidentielle - François Fillon arrivé seulement troisième, avec 21,78 % des voix, derrière Emmanuel Macron (26,46 %) et Jean-Luc Mélenchon (23,18 %) -, la préparation du congrès LR de l'automne... et bien sûr la « *place* » que la nomination de [Gérard Collomb au ministère de l'Intérieur](#) libère dans l'agglomération lyonnaise.

Le renoncement de Laurent Wauquiez à la députation a plusieurs explications : notamment la "place" que la nomination de Gérard Collomb au ministère de l'Intérieur libère dans l'agglomération lyonnaise. Crédits : LC/ADE

...mais "le mal est fait"

Martial Saddier et Alain Berlioz-Curllet (président de la commission Economie de proximité, commerce, artisanat) l'assurent en substance : « *Le meilleur est à venir au sein de la collectivité. C'est-à-dire qu'après les bouleversements imposés par la construction de la fusion va venir le temps de la stabilisation et de la consolidation.* » Il n'empêche, le « *mal est fait.* » L'immodérée personnification et l'excessive politisation dont, en matières de gouvernance comme de communication, le président a fait le choix de particulariser son exercice du pouvoir régional, sont à double tranchant.

Pour l'heure, les raisons d'en souffrir dominent. « *Quel gâchis. En quelques mois, il a dissous l'énergie et les compétences que les salariés étaient déterminés à mettre à son service* », peste un cadre. Laurent Wauquiez - qui n'a pas donné de suite favorable à notre demande d'entretien - entendra-t-il ce blâme ? Est-il *disposé* à et *capable* de procéder aux retournements assurant sa réversibilité ? Les prochains mois seront révélateurs.

Région Auvergne-Rhône-Alpes : "malaise" et "souffrances" au sein de l'exécutif

Par Denis Lafay | 29/06/2017, 6:00 | 893 mots

"J'adore mon travail ; je déteste les conditions dans lesquelles je l'exerce." Un vice-président. (Ici, l'exécutif, auquel manque Etienne Blanc et Patrick Mignola) (Crédits : Franck Trabouillet) Les vicissitudes et même les turpitudes organisationnelles, managériales, idéologiques et politiques qui frappent le fonctionnement de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ne sont pas

rapportées par le "seul" corps social. Elles émanent aussi de ceux que le président Laurent Wauquiez a lui-même recrutés : certains membres de son exécutif, qui mettent en cause nommément leur supérieur.

"Violent. Très violent." C'est ainsi que, murmuré à l'oreille du journaliste, un(e) vice-président(e)* croisé(e) inopinément dans une file d'attente de l'aéroport Saint-Exupéry un début de week-end résume le management de Laurent Wauquiez à son endroit. Est-il(elle) seul(e) dans ce cas ? Deux autres vice-présidents et un élu de la majorité aux commandes d'importantes délégations exposent, confidentiellement, leur mal-être. Le plus *mesuré* déplore que son président, au nom de son impatience et de sa vitesse d'exécution, puisse être "aussi cassant" avec des élus, "n'accepte pas qu'on le conteste ou qu'on se mette en travers de sa route", confine les membres de l'exécutif à n'être "rien" selon son mode de fonctionnement.

Le plus *embarrassé* opte d'abord, en guise de réponse aux questions portant sur ledit management et la considération de son président, pour un franc et silencieux sourire. Puis se risque. "Oui, son style personnel provoque le malaise au sein de l'exécutif, oui son mode de gouvernance nous déjuge au sein des délégations, oui l'extrême politisation dont il a fait le choix d'incarner sa responsabilité rejaillit défavorablement sur et dans l'institution." Et "oui", l'orientation idéologique "qui consiste à lorgner les plates bandes du Front national" et blesse "mes valeurs humanistes, sociales, résolument européennes, et transpartisanes lorsque l'intérêt général est en jeu", l'ébranle. Au point, si se poursuivent les "coups de canifs" dans son engagement originel d'imperméabiliser strictement ses fonctions nationales et régionales, qu'il prendra ses responsabilités dans le courant de l'été.

"Je ne participerai pas à la droitisation de la Région, à ce qui s'apparenterait à une prise d'otage idéologique et politicienne de l'institution."

"Violence"

Quant au plus *affecté* des quatre témoins, il livre un examen méticuleux. Séduit il y a vingt mois par l'énergie et la vision du futur président, mais surtout par l'envergure des projets qui lui sont promis, il accepte de "plonger", et pour cela de se soumettre à des "codes singuliers" et notamment à un système féodal dans lequel vassal et suzerain sont indissociablement liés ; "On abandonne une partie de sa liberté contre de la protection." La première "violence", c'est de constater l'absence de gestion, de formation, de culture RH (ressources humaines) ; dans son service cohabitent des agents "en burn out" et d'autres "en bore out", et six mois seront nécessaires avant d'obtenir le "feu vert" pour structurer a minima sa délégation.

A cet état des lieux participe l'absence "effrayante" de lisibilité décisionnelle et de rigueur procédurale. L'opacité, la profusion "d'injonctions paradoxales" et, là encore, les court-circuitages dominent.

"Des décisions sont actées, commencent de « descendre » dans les services, puis sont interceptées, remontent au plus près de Laurent Wauquiez, puis nous reviennent, amendées voire annulées."

Au plus près ? "Chez cet absolu c..... d'Ange Sitbon", qui siège "à la droite de Dieu" auprès de qui il exerce son "omnipotence" et exploite à son profit sa "fine connaissance de la carte électorale."

Magma

Quant au jugement destiné à Laurent Wauquiez lui-même, il est empreint de "grande amertume." "Il" l'avait convaincu - sans pour autant qu'il soit "dupe" de toutes ses motivations -, "il" personnifiait une logique et des ressorts entrepreneuriaux et innovants "alléchants", "il" promettait "tant..." Dix-huit mois plus tard, le vice-président reconnaît que "sa *vista intellectuelle et son énergie* « font indéniablement avancer ». Des projets voient le jour après une année contre trois ou quatre dans d'autres conditions." Mais au prix d'une part de négligences organisationnelles qui entravent la fluidité de l'exécution, d'autre part de substantiels dommages collatéraux au sein du corps social.

"Et cela, qu'il s'agisse de l'exécutif, où certains de mes collègues sont, comme moi, en souffrance, ou des salariés. La bienveillance et la considération, nécessaires à tout management respectueux et performant, n'ont d'existence que si elles sont incarnées au sommet de la hiérarchie."

Au final, y compris à l'aune de la polarisation nationale de ses arbitrages et de ses discours politiques, mais aussi de la conviction, progressive, "que sa responsabilité de président de Région lui pèse", "Laurent Wauquiez est l'une de mes plus belles rencontres. Et de mes plus grandes déceptions... dans cet ordre ! J'adore mon travail ; je déteste les conditions dans lesquelles je l'exerce. Je « tiens » parce que je ne suis pas seul dans cette situation, et parce que mon action fait sens. Pour le territoire et au fond de moi." Que six des douze vice-présidents, c'est-à-dire la moitié de l'exécutif, aient choisi la bataille des législatives synonyme d'abandon de leur mandat en cas de victoire, a peut-être "aussi" pour origine ce magma.

* L'identité et le genre retenus assurent l'anonymat des interlocuteurs.

Politique de Laurent Wauquiez : le milieu économique impatient et inquiet

Par Denis Lafay | 30/06/2017, 6:30 | 1729 mots

En 2015, les milieux économiques et patronaux accueillent favorablement le programme de Laurent Wauquiez. Dix-huit mois plus tard, ils saluent le retour à la gestion rigoureuse et aux promesses d'investissement, mais s'inquiètent outre de certains outils et méthodes employés, du double risque de polarisation politique et de luttes idéologiques dans un territoire qui a fécondé le succès de son écosystème entrepreneurial dans la coopération transpartisanne.

« Les dégâts que cette loi folle, non financée et applicable en un an, aurait pu provoquer sont considérables. Tout était réuni pour qu'elle mette à mal l'organisation économique du territoire. Nous avons relevé le défi avec succès, et c'est là une grande fierté. » Martial Saddier, vice-président délégué aux Entreprises, à l'emploi et à l'économie - et député LR vainqueur dans la 3e circonscription de Haute-Savoie - souffle. Cette loi folle, c'est celle dite NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), qui confère désormais aux Régions le pilotage « de la définition des orientations en matière de développement économique » - incluant l'intégration, encore chaotique, des compétences économiques inhérentes aux Départements -, et notamment l'élaboration du Schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation (SRDEII).

100 millions d'euros d'aides directes

Lequel, adopté en décembre 2016, s'articule autour de leviers clés (formation-emploi, international, innovation, attractivité, révolution digitale), et, parmi ses objectifs « phares », prévoit chaque année de « soutenir 10 000 entreprises (dont 150 startups) et l'implantation de 150 nouvelles sociétés », de « faire émerger des champions régionaux dans toutes les catégories », enfin de « favoriser d'ici à 2021 la création de 10 000 emplois d'une part dans l'économie numérique d'autre part dans le secteur du tourisme. »

L'ingénierie financière occupe une place centrale du dispositif, via le (re)déploiement ou le renforcement de fonds dédiés auxquels la Région s'engage à participer à hauteur consolidée d'environ 30 à 45 millions d'euros. La collectivité doit également se mobiliser en soutien de prêts aux entreprises et des fonds de garantie, et même en participation directe au capital des entreprises jugées « stratégiques. » Des pôles de compétitivité aux commerces de proximité, de l'artisanat au secteur agricole, des start-ups aux ETI, l'ensemble du tissu économique est ciblé, et lorgne la distribution d'une enveloppe annuelle de 100 millions d'euros d'aides directes.

Acteurs du dialogue social absents

Bras armé de cette mise en œuvre : [Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises, l'Agence économique régionale née le 18 mai](#). Dotée d'un budget annuel de 110 millions d'euros et d'une équipe de 200 collaborateurs, cette instance co-présidée par Laurent Wauquiez et Jean-Dominique Senard, (président de Michelin) veut être à terme « *le guichet unique des entreprises* ». Aux commandes opérationnelles : Gérard Guyard (président de Gravotech) pilote le directoire, Cécilia Tégéador - non présentée publiquement le 18 mai, selon Martial Saddier sa nomination n'ayant pas encore été annoncée aux équipes... [alors qu'acteursdeleconomie.com la révélait neuf jours plus tôt](#) - la direction générale.

Quatre personnalités au cœur d'un dispositif de gouvernance pléthorique : à l'assemblée générale participent huit collègues (Etablissements publics de coopération intercommunale dits EPCI, enseignement supérieur-recherche-formation, entreprises, chambres consulaires, pôles de compétitivité, Départements, etc.) et au conseil de surveillance pas moins de 55 personnes. Avec, parmi les absences remarquées, celle des acteurs du dialogue social (syndicats patronaux et de salariés) et... pour l'heure, de la Métropole de Lyon.

Guerre de compétences avec la métropole de Lyon

En effet, au cœur de l'enjeu « politique » de cette création, figure l'articulation de ses compétences avec celles de la collectivité du Grand Lyon qui a fait du développement économique, de l'accompagnement des entreprises, de l'attractivité du territoire, le fer de lance de son rayonnement. Y compris via l'Aderly (Agence dédiée pour la région lyonnaise) dont, selon nos informations, la Région chercherait à convaincre certains partenaires institutionnels de se retirer pour ensuite négocier son absorption au sein d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises.

Nombre de sujets, comme celui du fléchage des entreprises candidates à une installation, ne sont pas éclaircis, concède un haut responsable consulaire - dont l'établissement public doit, statutairement, se mettre « au service » des politiques publiques et donc d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises. L'enjeu économique, crucial, du territoire de l'aéroport Saint-Exupéry que se disputent les deux collectivités régionale et métropolitaine « au-dessus » de la Communauté de communes de l'Est lyonnais, ou les pressions exercées par la Région pour rebaptiser en « Auvergne-Rhône-Alpes Biopôle » le pôle de compétitivité Lyonbiopôle, constituent deux autres motifs, eux aussi parmi bien d'autres, de cristallisation.

Le cas symptomatique du Musée des tissus

La sanctuarisation de ses prérogatives historiques en matière économique et que conteste désormais la Région constitue, au sein de l'exécutif de la Métropole de Lyon, un postulat non négociable. A cette aune, l'obligation de dénouer l'enchevêtrement des périmètres de compétences dans un contexte politique local et national, aussi éruptif d'ores et déjà provoque d'après joutes, et des luttes d'intérêts volcaniques.

Le « cas » du Musée des tissus et des arts décoratifs est emblématique. Le 29 mai, Laurent Wauquiez court-circuitait l'ensemble des partenaires, réunis quelques jours plus tard pour examiner [le rapport d'audit et de préconisation du cabinet In Extenso](#). Le président de la Région annonçait libérer une enveloppe de dix millions d'euros d'investissements et une contribution annuelle d'1 million d'euros au fonctionnement de l'établissement, condamné suite au retrait programmé de sa tutelle, la CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne. L'effet de surprise n'était pas fortuit ; outre de capturer la lumière, de confisquer les lauriers du sauvetage, et de provoquer l'ire de ses partenaires, l'intervention survenait le jour même où le nouveau ministre de l'Intérieur Gérard Collomb faisait ses adieux au conseil municipal de Lyon...

Circonstances atténuantes

Voilà d'ailleurs l'un des points pour certains encore « seulement » d'interrogation pour d'autres « déjà » noirs rapportés au sein du milieu économique, plus que tout autre sensible à la stabilité des relations inter-institutionnelles, et à un esprit de coopération que tout durcissement politico-idéologique, tout clivage partisan, tout antagonisme instrumentalisé met en péril. Or, caciques des instances consulaires, patronales, financières sont unanimes - y compris chez ceux qui avaient escorté la victoire de Laurent Wauquiez et « nourri » son programme - : l'heure n'est pas à l'apaisement, elle n'est pas non plus à la satisfaction. Loin s'en faut.

L'actif du bilan de Laurent Wauquiez n'est certes pas vide, ni même neutre ([lire l'interview d'Etienne Blanc et l'enquête sur le chaos à la Région](#)). Mais l'impréparation, la méconnaissance des réalités, l'insuffisante culture économique et entrepreneuriale de certains élus, sont stigmatisées. Et, pour exemple, font peser de lourdes interrogations sur l'implication annoncée d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises dans la co-gestion de certains fonds de soutien, notamment dédiés aux petites entreprises.

Immense bordel

"On ne s'improvise pas société de gestion, surtout dans un écosystème en la matière parfaitement équipé", tranche un spécialiste. Tout aussi symptomatique apparaît la formation de l'Agence économique régionale, « à la tête de laquelle a été recruté un directeur général avant même d'établir les prérogatives et le fonctionnement de la structure. Imagine-t-on en entreprise élaborer un profil, sélectionner les candidats, puis arrêter un choix sans avoir au préalable clairement constitué le contenu et la mission du poste ? »

Le fonctionnement interne de la collectivité, qu'un haut dirigeant de l'aréopage patronal résume d'un implacable « immense bordel » et qu'exacerbent l'« épuisement » du personnel, les dysfonctionnements et court-circuitages décisionnels, et le récent départ du directeur du service économie Stéphane Giboudaud - nommé à la tête du Fongecif Auvergne-Rhône-Alpes le 1er juin -, est déploré. Ce que le flou entourant, pour l'heure, la délimitation et l'imbrication des compétences opérationnelles d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises et des délégations économiques au sein de la collectivité ne devrait pas élucider.

"Hyperdirigisme"

Enfin, c'est même d'inapproprié voire d'hérétique que sont jugés d'une part « *l'hyperdirigisme, l'hyperinterventionnisme idéologiques* » de Laurent Wauquiez en matière économique, d'autre part son rejet « *doctrinaire* » du dialogue social, enfin l'archaïsme de certains dispositifs, en premier lieu celui des aides directes, « *anachronique, inadapté aux attentes des entreprises* ». Et sources de « *dérappages clientélistes* ». A ces aides directes et aux subventions - des « *machines à fonctionnaires* » -, détaillent ces mêmes acteurs des organisations patronales, consulaires ou financières, les chefs d'entreprise, « *de plus en plus dubitatifs devant la lenteur des transformations annoncées* » préféreraient « *bien davantage* » un environnement de dynamique collective, des outils - conseil, formation, sensibilisation, ingénierie financière - qui fassent « *leviers* ». Et une organisation lisible, efficace, respectueuse. Et dépolitisée.

Délégation Entreprises, emploi et économie orpheline

Ils devront patienter - quand bien même, assure le président de la CPME Auvergne-Rhône-Alpes François Turcas à l'aune des soutiens ou promesses financiers qu'il vient d'obtenir, des progrès ont été réalisés qui manifestent une « *prise de conscience* » salvatrice après un début d'exercice contraire aux attentes du syndicat. Car dans un premier temps, ce sont un désordre et des attermoissements supplémentaires que promet le remaniement de l'exécutif suite au scrutin législatif - en premier lieu au sein de la délégation Entreprises, emploi et économie désormais orpheline de Martial Saddier - qui avait déjà fortement consommé les énergies pendant la campagne.

« L'impatience et la déception croissantes des chefs d'entreprise ne sont pas prêtes d'être apaisées », soupire l'un des participants à l'élaboration du programme économique du « candidat » Wauquiez de 2015.

Le chemin vers l'exaucement du vœu de Martial Saddier : « *accomplir en Auvergne Rhône-Alpes une porte d'entrée unique pour le milieu économique et en faire un modèle pour la France* », s'annonce tortueux.

Etienne Blanc : "Laurent Wauquiez ne mérite pas qu'on lui fasse un procès personnel"

Par Denis Lafay | 29/06/2017, 6:15 | 3264 mots

Cerino(ADE)Le premier vice-président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes Etienne Blanc défend le bilan et la cause de celui auquel, dans et autour de la collectivité, beaucoup auraient souhaité qu'il succède.

Acteurs de l'économie-La Tribune. Dix-huit mois après votre prise de fonction, quels faits saillants dressez-vous du bilan de l'exécutif ?

Étienne Blanc. D'une manière générale le fait que nous ayons mis en œuvre ce que nous avons promis. Et en premier lieu le plan de réduction des coûts de fonctionnement. [L'objectif de 300 millions d'euros](#) sur six ans prévoyait une économie de [75 millions en années 1 et 2](#) ; pour le seul exercice 2016, nous serons au-delà des 100 millions, et la barre des 75 autres millions sera atteinte cette année.

Ce chantier était un préalable indispensable. Indispensable pour redonner un sens à cette collectivité qui depuis 2004 s'était perdue dans une politique de dépenses et une ventilation des subventions incontrôlées - embauches et commandes d'études tous azimuts, confort des élus, etc. - ; indispensable pour ressusciter d'importantes marges de manœuvre d'investissements ; indispensable pour conférer à la Région Auvergne-Rhône-Alpes la responsabilité que nous lui destinons : devenir l'interlocuteur incontournable de l'ensemble des acteurs du territoire dans ses domaines de compétences. Une ambition d'autant plus utile dans le contexte d'extrême paupérisation des moyens de l'État et des Départements - ces derniers dévorés par les dépenses sociales.

Concrètement, quelles mesures avez-vous prises ?

Nous avons diminué les indemnités des élus, avons ramené respectivement à 5 et 25 le nombre de directeurs généraux adjoints (DGA) et de directeurs - ils étaient auparavant 12 et 60 -, avons réduit d'un tiers le parc automobile, avons fermé l'antenne de Shanghai, avons divisé par deux la surface de nos bureaux à Bruxelles, avons retravaillé nos liens avec les organismes satellites, avons supprimé des doublons - comme les Contrats de développement durable Rhône-Alpes, redondants avec les compétences des communes et des intercommunalités... Voilà quelques exemples significatifs.

Comme [l'a souligné l'agence de notation financière Standard & Poor's](#), Auvergne-Rhône-Alpes est la seule des régions de France à avoir accompli avec autant d'ampleur un tel plan de réduction des coûts de fonctionnement. Et dès lors, elle peut prétendre à (re)devenir une collectivité d'investissements.

Dans quelles proportions ?

Avec la loi NOTRe - Nouvelle organisation territoriale de la République, NDLR - lui attribuant des compétences inédites dans le domaine des transports et de l'économie, le budget de la Région est passé de 3,5 milliards d'euros en 2015 à près de quatre milliards avec la prise en charge des transferts de l'économie et des transports (65 millions et 550 millions d'euros).

Ce budget est lesté d'environ 600 millions d'euros supplémentaires une fois la gestion des fonds européens affectée. Sur la période 2010-2015, la capacité d'investissements avait décliné de 16 % (de 850 à 716 millions d'euros) ; sur le seul exercice 2016, nous l'avons restaurée à 800 millions d'euros (soit un bondissement de 12 %), et en 2017 nous lorgnons la barre des 900 millions.

Ce « succès » financier est accompli en interne au prix d'un profond malaise. Le même corps social qui souscrivait à la nécessité de ces réductions est ébranlé par la stratégie de mise en œuvre. Ne vous êtes-vous pas trompé de méthodes ?

Plus qu'un "profond malaise", j'entends des inquiétudes et une certaine impatience à voir se stabiliser la nouvelle organisation. Mais faut-il rappeler le caractère inédit et particulièrement difficile des défis que nous devons relever : la fusion de deux institutions, la chute des dotations de l'État (qui tutoiera le milliard d'euros à l'issue de la mandature), l'intégration de nouvelles compétences, le tout dans des délais déraisonnables fixés par la loi ?

Toutes les Régions de France sont confrontées à ces mutations. Auvergne-Rhône-Alpes est de celles où cela se passe le mieux. Il n'est pas anormal que cela suscite des questionnements. Surtout dans un pays culturellement rétif aux changements.

Ce que confient les partenaires sociaux, les agents interrogés, les interlocuteurs - politiques, institutionnels, économiques, sociaux - extérieurs, et même des membres de l'exécutif dépasse le seul stade du « questionnement ». À l'aune des quatorze mois nécessaires pour recruter un directeur des ressources humaines censé orchestrer le nouveau fonctionnement, l'instabilité et l'illisibilité organisationnelles sont en premier lieu stigmatisées...

Nous avons pris les commandes de la collectivité en janvier 2016. Sept mois plus tard, la totalité des DGA étaient en fonction. Puis successivement ont dû être recrutés les directeurs, les directeurs adjoints et les directeurs de service. Tout cela dans le strict respect des obligations réglementaires d'embauches, draconiennes au sein des collectivités. Et j'affirme qu'Auvergne-Rhône-Alpes est la seule des régions de France à avoir conclu ce chantier organisationnel.

Vient désormais l'heure des « calages » au sein des services, qui effectivement peuvent perturber - mais la nature humaine ne préfère-t-elle pas les certitudes aux doutes ? Jamais je n'ai négligé le mal-être des salariés, et j'ai donné instruction d'être extrêmement attentif aux cas de fragilité individuels. Et nous suivons scrupuleusement ces enjeux sociaux au sein du CHSCT.

Mais pouvez-vous nous communiquer le nombre cumulé de jours d'arrêts maladies ? Le nombre de salariés concernés ?

Ce n'est pas possible en l'état des connaissances.

Et le nombre d'emplois disparus ou non reconduits, le nombre de postes redéfinis, le nombre de salariés en mutation, en attente de réaffectation, en disponibilité ou démissionnaires, tous impactés par la réorganisation et le plan de réduction, les cernez-vous ? Il ne s'agit là que d'une classique photographie des emplois intégrée à la gestion des ressources humaines...

Il est trop tôt pour se prononcer. L'actuelle mise en place des responsables de services va s'accompagner d'une redéfinition ultime de certains postes et donc d'une réaffectation d'une partie du personnel. Lorsqu'ils seront arrêtés, ces chiffres seront d'abord communiqués au comité technique puis publiés dans les documents officiels - bilan social notamment.

Trouvez-vous que les membres de votre exécutif sont tous bien « heureux » ?

Si j'en juge d'une part la manière dont ils présentent et défendent leurs projets, d'autre part leur satisfaction de contribuer à une stratégie pleinement cohérente avec les engagements de campagne, j'en suis certain. Mais peut-être ne me disent-ils pas tout ?

C'est un fait, si je me réfère aux confidences de certains d'entre eux... Et vous-même, êtes-vous satisfait de vos conditions décisionnelles ? Votre réputation en interne comme à l'extérieur de l'établissement est résolument positive. « A l'écoute », « ouvert au dialogue », « respectueux de ses interlocuteurs », « non sectaire », « totalement impliqué dans sa fonction » : elle est aux antipodes des particularismes dont ces mêmes témoins caractérisent Laurent Wauquiez... Est-ce tenable ?

La répartition de nos compétences est claire, et assure une parfaite compatibilité. A lui d'arbitrer, de trancher, de faire des choix parfois difficiles ; à moi de les mettre en œuvre. Et nos convictions sur l'ambition de la Région - être LE partenaire de tous les acteurs du territoire, et participer à porter la modernisation et l'avenir du pays - et les moyens de l'exaucer - réduire les coûts de fonctionnement pour dégager des opportunités d'investissements - se superposent fidèlement.

La personnalité de Laurent Wauquiez - son management, ses orientations idéologiques, ses combats politiques nationaux - cristallise pour partie la contestation *en interne* et *au dehors*. Comment gérez-vous ce facteur subjectif de protestation ?

Le malaise que peut éprouver une partie du personnel et auquel je suis très attentif est lié à l'ampleur du chantier que nous menons - assainissement des finances -, exacerbée par le contexte législatif et réglementaire - fusion des régions Auvergne et Rhône-Alpes, loi NOTRe. Je me refuse à considérer qu'il résulte de la personnalité du président.

Ce dernier est un bourreau de travail, doté d'une agilité et d'une vista intellectuelles hors du commun grâce auxquelles il produit des analyses, dessine une stratégie, procède à des arbitrages et prend des décisions toujours judicieuses. Alors oui il est pressé et il est appelé, un jour, à exercer de très hautes responsabilités nationales. Mais en quoi cela devrait-il discréditer son formidable engagement à la Région ?

Les doutes sur son implication locale et sur son « goût » pour la Région sont pourtant aigus...

Nous appliquons à la lettre la feuille de route, constitutive de notre tandem, que nous nous étions fixée en amont de l'élection. A ce titre, mon rôle est d'apporter l'écoute, la disponibilité, la proximité nécessaires, mais aussi de piloter la gestion du personnel, des finances, des économies budgétaires - sans oublier les enjeux, à mes yeux essentiels, du bassin lémanique. Laurent Wauquiez ne mérite pas un quelconque procès personnel. Son attention et son empathie pour les sujets humains et sociaux, y compris personnels, sont réelles.

Il avait clairement annoncé faire de la Région AURA un « laboratoire » de ses convictions promises à être dupliquées dans l'Hexagone. N'est-ce pas davantage à une instrumentalisation, c'est-à-dire à servir prioritairement un intérêt politique « personnel », que s'apparente cette confusion des prismes local et national ?

Les combats politiques que mène Laurent Wauquiez sur la scène nationale sont parfaitement compatibles avec sa responsabilité de président de Région. Par sa population et son PIB, Auvergne-Rhône-Alpes constitue un territoire digne d'un pays d'Europe. Que son président veuille faire la démonstration que ses succès locaux peuvent servir la réflexion et l'action nationales ne me gêne nullement. Bien au contraire. Déployée au niveau de la France, l'envergure des réductions que nous menons à bien dans la région assurerait à la nation d'être à l'équilibre budgétaire d'ici à cinq ans ; n'est-ce pas un enseignement fructueux ?

Sauf qu'il n'est pas possible de comparer des ensembles aux périmètres si dissonants. La Région ne rémunère pas les enseignants et les policiers, ne finance pas l'armée et la justice, ne gère pas l'impôt...

Bien sûr. Mais le signal que nous diffusons est que « c'est possible ». Oui, *il est possible* de ne pas se résigner, de ne pas abdiquer, *il est possible* de renverser des logiques qui ont prévalu pendant si longtemps qu'elles semblaient s'être enracinées définitivement dans l'esprit commun. Et cela vaut dans tous les domaines, y compris celui de la formation professionnelle dont nous voulons bouleverser les réflexes qui dominent depuis des décennies. N'est-il pas vertueux de démontrer que rien n'est inéluctable ?

Dans ce domaine de la formation professionnelle, l'incompréhension et même la colère sont palpables. Pour n'évoquer que les seuls cas du Greta et du Cnam - révélés sur acteursdeleconomie.com le 12 avril -, certaines orientations sont douloureuses, et même jugées iniques et dogmatiques. Fixer comme règle d'arbitrage intangible la barre des 50 % de taux de réinsertion professionnelle, c'est nier la réalité des parcours sociaux et humains...

Je suis en parfaite symbiose avec la politique de Laurent Wauquiez : qu'y a-t-il de plus noble que de privilégier les formations qui permettent - notamment aux jeunes - d'acquérir de l'autonomie et des compétences employables, *donc* un travail, *donc* de se réaliser et de construire leur vie utilement ? C'est ainsi que nous pourrions contribuer à changer la société française.

Une subvention de trois millions d'euros accordée à la Fédération régionale des chasseurs simultanément à une réduction de 30 % du budget alloué à l'environnement et à la disparition de 17 emplois à la Frapna : pour ne faire référence qu'à cette mise en perspective, comment peut-on ne pas soupçonner de partiaux, d'idéologiques, d'intéressés certains arbitrages de Laurent Wauquiez ? Peut-on nier que la cartographie substantielle et géographique de ces arbitrages épouse celle de son électorat ?

Les chasseurs ont, de tous temps, été raillés, méprisés. Or leur contribution à la préservation de l'environnement et des écosystèmes, mais aussi à celle d'un certain esprit de convivialité est incontestable. Les reconnaître dans cette singularité était nécessaire et justifié. Au-delà de ce seul cas, la politique de la région est de participer au rééquilibrage des forces territoriales, notamment en réaction à l'hyperconcentration des richesses, des moyens, des opportunités dans les grandes métropoles. Les leviers de recherche, d'innovation, de numérique, d'apprentissage, où les trouve-t-on : à Saint-Flour ou à Gerland ? Lutter contre la paupérisation des territoires les plus fragilisés par la désertification des services publics d'État est l'une de nos missions.

L'adéquation des fléchages régionaux et des intérêts électoraux de Laurent Wauquiez ne serait pas soulevée si le levier de vos interventions privilégiait les corps intermédiaires aux aides directes...

Lorsque nous mettons en place des contrats de bourgs pour soutenir la création ou le sauvetage de commerce de proximité dans des zones frappées par la désertification, ne faisons-nous pas œuvre essentielle, particulièrement utile au tissu socio-économique local ? Réhabiliter les fonctions supérieures rurales est l'une de nos missions, comme d'ailleurs y concourt cette « fameuse » subvention à la Fédération régionale des chasseurs. Seule cette exigence dicte nos arbitrages.

Ces interrogations sont intimement liées aux responsabilités, obscures voire opaques, qu'exerce Ange Sitbon, objets de nombreux fantasmes et critiques. « A quoi » cet ex-responsable des élections au sein de l'UMP, désormais délégué général aux missions transversales et à la relation aux élus, « sert-il » ?

Son équipe et lui constituent un rouage précieux du dispositif ; en effet, ils sont en contact permanent avec les maires et élus locaux, auprès desquels ils repèrent et collectent les besoins ou les projets qu'ils font ensuite « remonter » au sein de l'exécutif et des services. Ange Sitbon veille en amont à « lever » les inévitables verrous et en aval à l'application des engagements. Il s'agit là d'une tâche aussi compliquée qu'essentielle ; compliquée car elle peut être assimilée à une immixtion du politique dans les services, essentielle car elle contribue à l'efficacité de notre action.

Mais son rôle au plus près de Laurent Wauquiez, l'indépendance dont il jouit dans l'organisation de la collectivité, la nature de ses leviers d'action - aide directe - et son domaine d'intervention aux côtés de Nicolas Sarkozy dès 2007, légitiment le « clientélisme » dont ses détracteurs qualifient ses arbitrages...

Il n'y a rien de tel. Il ne regarde pas la « couleur politique » des maires dont il décide que la Région va soutenir les projets. Et son rôle est utile pour que la Région fasse régulièrement la démonstration de l'efficacité de son action. Car c'est la récurrence des faits qui assoit la crédibilité de la collectivité, la légitimité de ses engagements, l'autorité de ses décisions. Ange Sitbon est un bon soldat. Et une institution comme la Région AURA a besoin de ce type de collaborateur.

Même lorsque ses prérogatives l'« autorisent » à court-circuiter ou à déjuger les décisions des vice-présidents, comme certains de ces derniers nous l'ont confié ?

Pas une seule fois un vice-président n'est venu se plaindre auprès de moi.

Vous aviez donné l'exemple, lors de votre nomination en décembre 2015, en renonçant à votre mandat de député afin de vous consacrer à votre nouvelle responsabilité régionale - vous avez conservé votre siège d'édile de Divonne-les-Bains. Six de vos vice-présidents - Philippe Meunier, Martial Saddier, Yannick Neuder, Stéphanie Pernod-Beaudon et Emilie Bonnavard (LR), Patrick Mignola (La République en marche) -avaient candidaté pour être députés, deux responsabilités désormais incompatibles. Que vous inspirent ces ambitions ?

La moralisation de la vie publique et politique est un enjeu fondé, mais elle fait fausse route à limiter dans l'excès le cumul des mandats. Et je suis très favorable à la possibilité pour un député d'être également maire, car la proximité et le principe de réalité propres à la « responsabilité locale » conditionnent la manière dont on exerce sa « responsabilité nationale. » « *Un bon élu doit être à portée d'engueulade de ses administrés* », illustre fort justement le président du Sénat Gérard Larcher.

J'ai été député pendant quatorze ans, mes responsabilités à l'Assemblée nationale m'ont amené à piloter huit lois visant à la simplification du droit, et j'ai jugé qu'à 61 ans il était alors opportun de me concentrer pleinement sur les enjeux du territoire régional. Comment pourrais-je contester l'ambition de ces six jeunes candidats, dans l'âge d'accomplir leur ascension politique ? Et puis il faut accepter que la vie politique soit celle d'un perpétuel mouvement.

Cela signifie que la moitié de l'exécutif a fait le choix de possiblement quitter l'exécutif de la Région. Une manifestation de leur déception ? Mais aussi l'assurance après la victoire de trois d'entre eux (Martial Saddier, Emilie Bonnavard, Patrick Mignola) d'un remaniement source, en interne, d'une nouvelle déstabilisation et de blocages supplémentaires ?

Il n'y a ni blocage ni déstabilisation. Ils ne se sont pas présentés aux élections législatives par déception ; ils voulaient, à l'Assemblée nationale, défendre leurs convictions. Je ne crains pas une déstabilisation, les services sont là pour assurer la mise en œuvre des politiques que nous décidons. Il n'y aura pas de vacance du pouvoir, mais, le cas échéant, une transition assumée avec des élus qui ont déjà la pleine maîtrise des dossiers.

Laurent Wauquiez ferait-il, à vos yeux, un « bon » président des Républicains ?

Absolument. Et ce qu'il entreprend avec succès en Auvergne-Rhône-Alpes a vocation à servir de laboratoire national ne fait que consolider ce jugement. Pour être gouvernée, la France a besoin d'un « patron », d'une autorité incontestable que fondent la capacité d'analyser, de comprendre le monde, d'être audacieux, de rassembler, de décider ; c'est ce qu'incarne Laurent Wauquiez.

La « positive attitude » des syndicats

Analyse. Le gouvernement a trouvé la martingale pour faire passer la réforme du code du travail. Il a réhabilité le rôle de la branche, satisfaisant du même coup FO, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et l'UNSA, explique l'éditorialiste du « Monde » Michel Noblecourt
LE MONDE ABONNE | 04.07.2017 Par [Michel Noblecourt](#)

Dans une mise en scène habilement orchestrée, tout a commencé le 23 mai quand Emmanuel Macron a reçu en tête-à-tête les dirigeants syndicaux et patronaux. Le président « jupitérien » a affiché sa bienveillance, raccompagnant, dans un geste inédit, chaque visiteur jusqu'au perron de l'Élysée.

Conscient de la fragilité de sa toute-puissance – le taux d'abstention à la présidentielle, et plus encore aux législatives, et les scores de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon confirmant les colères d'une société qui a les nerfs à vif –, le chef de l'Etat a promis que les ordonnances sur la réforme du code du travail seraient précédées par une véritable concertation.

Lancée le 6 juin, avec la feuille de route délivrée par le premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du travail, Muriel Pénicaud, celle-ci a tenu ses promesses. A l'exception de la CGT, qui boude dans son coin, tous les syndicats affichent, selon la formule de Jean-Pierre Raffarin, une « *positive attitude* ».

Le recentrage de Force ouvrière

M. Macron a évité le passage en force et joue la carte du compromis. Il donne des gages aux syndicats, et notamment à la CFDT et à FO, espérant obtenir en retour si ce n'est leur caution, au moins leur neutralité bienveillante. Les législatives n'ayant pas produit le raz-de-marée macroniste annoncé, les syndicats se sentent poussés des ailes pour faire bouger les lignes.

Dans ce contexte, le recentrage de Force ouvrière a bouleversé la donne. En imposant la primauté à l'accord d'entreprise, la réforme Macron s'inscrit dans la continuité de la loi El Khomri qui ne concernait que le temps de travail. Dans le sillage de la CGT, FO avait été à la pointe du combat contre cette loi travail soupçonnée de mettre à bas la sacro-sainte hiérarchie des normes. Rien de tel cette fois-ci. Jean-Claude Mailly ne nourrit plus ce procès. « *Si j'avais ce sentiment*, a confié le secrétaire général de FO au Monde, mercredi 28 juin, *la concertation se serait arrêtée.* »

Le gouvernement a trouvé la martingale pour faire passer la pilule. Il a réhabilité le rôle de la branche, satisfaisant du même coup FO, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et l'UNSA, en renforçant sa « *fonction de régulation économique et sociale* ». Dans son interview au Monde, M. Mailly a distribué les bons points, parlant d'une « *concertation intense* » qui « *va dans le bon sens* » en offrant des espaces de négociation.

Même le plafonnement des indemnités prud'homales, si sa mise en œuvre est discutée, n'est plus un « *casus belli* ». M. Mailly remet au goût du jour le « *réformisme militant* » de FO et tente de peser dans le jeu contractuel. Après son élection, en 2004, il avait inscrit ses pas dans ceux de son prédécesseur, Marc Blondel (1938-2014), partisan du « *syndicalisme de contestation* ». Il termine son mandat, qui s'achèvera en avril 2018, dans ceux d'André Bergeron (1922-2014), chantré du grain à moudre. Sur le départ, il n'a plus à craindre les foudres de son aile trotskiste prompte à voir dans chaque compromis une « *compromission* ».

« Désaccords »

Interlocuteur privilégié de François Hollande durant son quinquennat, au point d'assumer l'impopularité de ses réformes, la CFDT apparaît paradoxalement en retrait par rapport à FO, avec laquelle elle a renoué un dialogue permanent. Elle est aussi dans la « *positive attitude* », jouant la concertation « *réelle* », la méthode « *cohérente* », tout en prévenant qu'il y aura des « *désaccords* », comme sur les indemnités prud'homales.

« *Nous devons faire notre travail de syndicalistes*, a déclaré Laurent Berger à La Croix du 30 juin, *c'est-à-dire faire en sorte que les choses aillent dans le bon sens. La CFDT n'est ni un allié docile ni un opposant de principe.* » Au diapason de FO et même de la CGT, M. Berger a demandé une réunion multilatérale avec tous les partenaires sociaux, qui pourrait avoir lieu le 28 ou le 29 août, pour juger le contenu des ordonnances et leur « *équilibre* » final.

Depuis son élection, il y a un an, le président de la CFE-CGC, François Hommeril, pratique un non-alignement entre réformistes et contestataires qui se traduit, sur le code du travail, par une posture aussi critique qu'ambiguë. Tout en louant le caractère « *direct* » de la concertation, la centrale des cadres fait monter les enchères et reproche au gouvernement de vouloir modifier « *à la baisse les conditions du dialogue social* » pour améliorer l'emploi.

Au départ plutôt ouverte, la CGT a choisi de s'isoler. Le débat interne a opposé ceux qui voulaient entrer dans le fond des discussions et les partisans du boycott. Visiblement paralysé par son alliance avec les fédérations cégétistes les plus radicales, Philippe Martinez a récusé la politique de la chaise vide.

Témoignage hors-jeu

La CGT a déposé « quinze pages » de propositions mais assiste à la concertation en témoin muet. Hors-jeu, elle « refuse de servir d'alibi ou de faire-valoir dans le cadre d'un dialogue social pipé d'avance ». Elle évoque une « attaque au monde du travail d'une importance jamais égalée » pour « casser le code du travail » et « généraliser la précarité ». La centrale va donc organiser, seule, une journée d'action le 12 septembre sans être assurée de l'écho qu'elle rencontrera.

Pour autant la « positive attitude » des syndicats ne présage pas de la fin du film. La séquence de concertation qui s'ouvre sur les règles du dialogue social peut générer des tensions. Les ordonnances peuvent encore être source de malentendus ou de (mauvaises) surprises même si un retour en arrière sur le rôle des branches est improbable. Une cure d'austérité dans la fonction publique écornera la bienveillance syndicale. Mais Emmanuel Macron a déjà gagné une première manche.

Discours du Président de la République devant le Parlement réuni en Congrès, 3 Juillet 2017

Monsieur le Président du Congrès,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,
Mesdames et Messieurs les députés,
Mesdames et Messieurs les sénateurs,

En son article 18, la Constitution permet au Président de la République de prendre la parole devant le parlement réuni à cet effet en Congrès. Il est des heures qui de cette possibilité font une nécessité, les heures que nous vivons sont de celles-là. Le 7 mai dernier, les Français m'ont confié un mandat clair, le 18 juin ils en ont amplifié la force en élisant à l'Assemblée nationale une large majorité parlementaire. Je veux aujourd'hui vous parler du mandat que le peuple nous a donné, des institutions que je veux changer, et des principes d'action que j'entends suivre.

Ce sont mille chemins différents qui nous ont conduits ici, aujourd'hui, vous et moi, animés par le même désir de servir et même si ce désir n'a pas le même visage, pas la même forme, même s'il n'emporte pas les mêmes conséquences, nous en connaissons vous et moi la source, ce simple amour de la patrie. Certains font de la politique depuis longtemps ; pour d'autres au nombre desquels je me range, ça n'est pas le cas. Vous soutiendrez ou vous combattrez selon vos convictions le gouvernement que j'ai nommé mais à la fin, nous savons tous que quelque chose de très profond nous réunit, nous anime, et nous engage. Oui, le simple amour de la patrie que celle-ci s'incarne dans la solitude des collines de Haute-Provence ou des Ardennes, dans la tristesse des grands ensembles où une partie de notre jeunesse s'abîme, dans la campagne parfois dure à vivre et à travailler, dans les déserts industriels mais aussi dans la gaieté surprenante des commencements.

De cet amour, nous tirons tous, je crois, la même impatience qui est une impatience d'agir. Elle prend parfois les traits de l'optimisme volontaire, d'autres fois ceux d'une colère sincère, toujours elle découle de cette même origine.

Nous avons vous et moi reçu le mandat du peuple ; qu'il nous ait été donné par la Nation entière ou par les électeurs d'une circonscription ne change rien à sa force ; qu'il ait été porté par le suffrage direct ou par le suffrage indirect ne change rien à sa nature ; qu'il ait été obtenu voici un certain temps déjà ou bien récemment à l'issue d'une campagne où toutes les opinions ont pu s'exprimer dans leur diversité et que vous incarniez ces opinions différentes ici aujourd'hui ne change rien à l'obligation collective qui pèse sur nous.

Cette obligation est celle d'une transformation résolue, et profonde tranchant avec les années immobiles ou avec les années agitées toutes aux résultats également décevants, c'est par cette voie que nous retrouverons ce qui nous a tant manqué, la confiance en nous, la force nécessaire pour accomplir nos idéaux. Ce qui nous est demandé par le peuple, c'est de renouer avec l'esprit de conquête qui l'a fait pour, enfin, le réconcilier avec lui-même. En vous élisant, dans votre nouveauté radicale à l'Assemblée nationale, le peuple français a montré son impatience à l'égard d'un monde politique trop souvent fait de querelles et d'ambitions creuses où nous avons vécu jusqu'alors.

C'est aussi à une manière de voir la politique qu'il a donné congé. En accordant leur confiance à des femmes et des hommes ici réunis, les Français ont exprimé une impérieuse attente, la volonté d'une alternance profonde et je suis sûr que vous êtes ici tous aussi conscients que moi et je sais bien aussi que les sénateurs en ont une pleine conscience bien que leur élection soit plus ancienne, parce qu'ils ont perçu eux si attentifs par nature aux mouvements du temps les espoirs nouveaux que l'expression du suffrage universel direct a fait naître.

Etre fidèle à ce que le peuple français a voulu suppose donc une certaine forme d'ascèse, une exigence renforcée, une dignité particulière et sans doute plus encore aujourd'hui qu'hier. Les mauvaises habitudes reviennent vite ; marqués par une époque de cynisme, de découragement, et j'ose le dire de platitude, nombreux sont ceux encore qui spéculent sur un échec qui justifierait leur scepticisme. Il vous appartiendra, il nous appartiendra de les démentir et il nous appartiendra aussi de convaincre tous ceux qui attendent qui nous font confiance du bout des lèvres, tous ceux qui n'ont pas voté, tous ceux aussi que la colère et le dégoût devant l'inefficacité, notre inefficacité bien souvent ont conduit à des choix extrêmes d'un bord ou de l'autre de l'échiquier politique et qui sont des choix dont la France dans sa grandeur comme dans son bonheur n'a rien à attendre.

Ce mandat du peuple que nous avons reçu, quel est-il exactement ? Pour le savoir, il faut sortir de ce climat de faux procès où le débat public nous a enfermés trop longtemps. Il nous faut retrouver de l'air, de la sérénité, de l'allant ; il y faut un effort parce que ces faux procès sont nombreux.

S'agit-il de réformer le droit du travail pour libérer, dynamiser l'emploi au bénéfice d'abord de ceux qui n'en ont pas ? On nous dira qu'il s'agit d'adapter la France aux cruautés de l'univers mondialisé ou de satisfaire aux diktats de Bruxelles !

S'agit-il de réduire nos dépenses publiques pour éviter à nos enfants de payer le prix de nos renoncements ? On nous dira que nous remettons en cause notre modèle social.

S'agit-il de sortir de l'état d'urgence ? On nous dira d'un côté que nous laissons la France sans défense face au terrorisme, et de l'autre que nous bradons nos libertés.

Eh bien, rien, rien de tout cela n'est vrai.

Derrière tous ces faux procès, on trouve le même vice, le vice qui empoisonne depuis trop longtemps le débat public : le déni de réalité, le refus de voir le réel en face dans sa complexité et ses contraintes ; l'aveuglement face à un état d'urgence qui est autant économique et social que sécuritaire.

Là-dessus, j'ai toujours considéré que le peuple français était plus sage et plus avisé que beaucoup ne le croient. Si bien que je pense profondément que le mandat que nous avons reçu du peuple est un mandat à la fois exigeant et profondément réaliste, et que pour l'accomplir, nous devons nous placer au-delà de la stérilité de ces oppositions purement théoriques et qui, si elles garantissent de beaux succès de tribune, n'apportent rien.

Notre premier devoir est tout à la fois de retrouver le sens et la force d'un projet ambitieux de transformation de notre pays et de rester arrimés au réel. De ne rien céder au principe de plaisir, aux mots faciles, aux illusions pour regarder en face la réalité de notre pays sous toutes ses formes.

Ce mandat du peuple français donc, quel est-il ?

C'est d'abord le mandat de la souveraineté de la Nation. C'est de pouvoir disposer de soi-même, malgré les contraintes et les dérèglements du monde. Voyons la réalité en face. Les forces de l'aliénation sont extrêmement puissantes.

Aliénation à la nouvelle division du travail qui s'esquisse dans un univers en transformation profonde, où le numérique recompose des secteurs entiers de l'économie, bouscule des équilibres et des emplois.

Aliénation à la misère, à la pauvreté, ou même seulement à l'insatisfaction, si nous ne permettons pas à chacun de trouver un travail qui lui corresponde, qu'il soit heureux d'accomplir, une place et une dignité qui soit la sienne dans la société.

Aliénation à la contrainte financière, si nous ne rétablissons pas notre budget, si nous ne réduisons pas notre dette publique.

Aliénation à la volonté d'autres pays, dans l'Europe comme au sein de nos alliances, si nous ne remettons pas nos affaires en ordre.

Aliénation à la terreur islamiste, si nous ne trouvons pas le moyen de la détruire sans rien lui céder de nos valeurs, de nos principes.

Aliénation de notre avenir, si nous ne parvenons pas à organiser la transition écologique, à protéger la planète.

Aliénation de notre vie dans ce qu'elle a de plus quotidien, si les aliments que nous mangeons, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, nous sont imposés, et pour le pire, par les seules forces d'une compétition internationale devenue anarchique.

Je crois fermement que sur tous ces points, le peuple nous a donné le mandat de lui rendre sa pleine souveraineté.

Mais c'est aussi le mandat du projet progressiste, d'un projet de changement et de transformation profonds. Nos concitoyens ont fait le choix d'un pays qui reparte de l'avant, qui retrouve l'optimisme et l'espoir. Ils l'ont fait parce qu'ils savent bien, parce que nous savons bien, que, dans un monde bouleversé par des changements profonds, sans ce mouvement, sans cette énergie créatrice, la France n'est pas la France. Ils savent, parce que cela a été notre expérience commune de ces dernières années, qu'une France arrêtée s'affaisse, se divise, qu'une France apeurée, recroquevillée et victime, s'épuise en querelles stériles et ne produit que du malheur, malheur individuel et malheur collectif.

Elle est là, notre mission historique. Cette mission, la mienne, celle du Gouvernement, la vôtre, n'est pas dévolue à un petit nombre. Elle est dévolue à tous car chacun y a sa part. La France possède des trésors de créativité, des ressources inépuisables. Mais je ne pense pas simplement à tous nos talents ; je pense à chaque Française, à chaque Français, soucieux de bien faire et de mener une vie digne de lui.

Elle est là, la vraie richesse d'un pays et le mandat qui nous est donné, c'est de créer de l'unité où il y avait de la division ; de redonner à ceux qui sont exclus la simple dignité de l'existence, leur juste place dans le projet national : de permettre à ceux qui créent, inventent, innovent, entreprennent, de réaliser leurs projets ; de rendre le pouvoir à ceux qui veulent faire et font.

Le mandat du peuple, ce n'est pas d'instaurer le gouvernement d'une élite pour elle-même, c'est de rendre au peuple cette dignité collective qui ne s'accommode d'aucune exclusion.

Seulement voilà : jusqu'ici, trop souvent, nous avons fait fausse route. Nous avons préféré les procédures aux résultats, le règlement à l'initiative, la société de la rente à la société de la justice. Et je crois profondément que par ses choix récents, notre peuple nous demande d'emprunter une voie radicalement nouvelle.

Je refuse pour ma part de choisir entre l'ambition et l'esprit de justice. Je refuse ce dogme que pour bâtir l'égalité, il faudrait renoncer à l'excellence, pas plus que pour réussir, il ne faut renoncer à donner une place à chacun. Le sel même de notre République est de savoir conjuguer ces exigences, oui, de faire tout cela, en quelque sorte, « en même temps ».

Cette voie désorientée, je l'entends bien, tous ceux qui s'étaient habitués à faire carrière sur les schémas anciens. Il en est ainsi à chaque période lorsque le renouveau s'impose et que l'inquiétude à certains endroits peut naître. Mais nous avons à prendre la mesure des efforts que va nous imposer cette formidable soif de renouvellement dont nous sommes, vous et moi, les porteurs.

Le mandat du peuple, c'est aussi le mandat de la confiance et de la transparence.

Nous sommes un vieux peuple politique, la politique est importante pour nos concitoyens, on lui demande tout, parfois trop, on lui en veut souvent, parfois trop aussi, et c'est parce qu'elle est essentielle à ce point que les Français avaient fini par s'exaspérer devant l'espérance confisquée. Mais vous êtes ici tous et toutes les dépositaires de ce désir de changement qui nous est interdit de trahir. Et ce changement doit aussi porter sur les comportements, il ne peut y avoir de réforme sans confiance, il ne peut y avoir de confiance si le monde politique continue d'apparaître même si c'est la plupart du temps injuste comme le monde des petits arrangements à mille lieux des préoccupations des Français.

La loi que le gouvernement proposera à vos suffrages n'a pas d'autre but, nous avons déjà changé depuis plusieurs années et nous avons changé en bien. Nous avons cessé de supporter ce qui semblait presque normal autrefois, l'opacité, le clientélisme, les conflits d'intérêts, tout ce qui relève d'une forme de corruption ordinaire presque impalpable. Pour autant, nul n'est irréprochable car si l'exigence doit être constante, si nous sommes tous dépositaires de la dignité qui sied à nos fonctions et chaque jour nous oblige, la perfection n'existe pas. Oui, nous voulons une société de confiance et pour cela une loi ne suffit pas. C'est un comportement de chaque jour mais nous voulons aussi cette confiance parce que la société de la délation et du soupçon généralisé qui était jusque là la conséquence de l'impunité de quelques puissants ne nous plait pas davantage.

La loi du gouvernement sera votée, je n'en doute pas, mais après qu'elle l'aura été j'appelle à la retenue, j'appelle à en finir avec cette recherche incessante du scandale, avec le viol permanent de la présomption d'innocence, avec cette chasse à l'homme où parfois les réputations sont détruites et où la reconnaissance de l'innocence des mois, des années plus tard ne fait pas le dixième du bruit qu'avait fait la mise en accusation initiale. Cette frénésie qui a touché tous les camps depuis tant de mois, parfois tant d'années est indigne de nous et des principes de la République. Le mandat du peuple c'est enfin le mandat de la fidélité historique. Les Français demandent à leur gouvernement de rester fidèle à l'histoire de la France, encore faut-il s'entendre sur le sens que l'on donne à ces mots.

Ces dernières années, l'histoire a été prise en otage par le débat politique. Nous avons vu fleurir l'histoire pro-coloniale et celle de la repentance, l'histoire identitaire et celle multiculturelle, l'histoire fermée et l'histoire ouverte, il n'appartient pas au pouvoir exécutif ou législatif de décréter le roman national. Que l'on veuille lui donner une forme réactionnaire ou une forme progressiste, cela ne signifie pas que l'histoire de France n'existe pas, qu'il ne faut pas en être fier tout en regardant lucidement ses parts d'ombre, ses bassesses. Mais pour nous elle doit prendre la forme non d'un commentaire, non d'une revendication ou d'une transformation mais

d'une action résolue en faveur du meilleur. Parce que c'est dans cette action que nous pouvons retrouver les grands exemples du passé, nous en nourrir et les prolonger.

Et à la fin nous aussi, nous aussi nous aurons fait l'histoire sans nous être réclamés abusivement ce qu'elle pourrait être mais en regardant le réel et en gardant nos esprits et nos volontés tendus vers le meilleur, c'est ce que nous appelons le progressisme. Ce n'est pas de penser que toute nouveauté est forcément bonne, ce n'est pas d'épouser toutes les modes du temps, c'est à chaque moment pas après pas de discerner ce qui doit être corrigé, amendé, rectifié, ce qui à certains endroits doit être plus profondément refondé. Ce qui manque à la société pour devenir plus juste et plus efficace ou plus exactement plus juste parce que plus efficace, plus efficace parce que plus juste. C'est une éthique de l'action et de la responsabilité partagée, c'est la fidélité à notre histoire et à notre projet républicain en actes car la République ce n'est pas des lois figées, des principes abstraits, c'est un idéal de liberté, d'égalité, de fraternité, chaque jour re-sculpté et repensé à l'épreuve du réel.

L'action politique n'a de sens que si elle est précisément accomplie au nom d'une certaine idée de l'homme, de son destin, de sa valeur indépassable et de sa grandeur. Cette idée la France la porte depuis longtemps, rien d'autre ne doit compter à nos yeux, ce n'est pas la société des entrepreneurs que nous voulons ou la société de l'équilibre des finances publiques ou la société de l'innovation, tout cela est bien, tout cela est utile mais ce ne sont que des instruments au service de la seule cause qui vaille, une cause à laquelle le nom de la France est attaché depuis bien longtemps et cette cause est la cause de l'homme. Nous différons entre nous et ici même sur les moyens mais je suis sûr que nous ne différons pas sur ce but et le savoir et nous le rappeler sans cesse parfois dans les pires moments devrait rendre à notre débat public cette dignité, cette grandeur qui sur fond de tant d'abandons et d'échecs collectifs lui ont cruellement manqué ces dernières années. C'est à l'aune de ce mandat du peuple que nous avons à construire notre politique pour les cinq ans qui viennent.

Vous l'aurez compris, et vous le savez déjà intimement, nous n'avons pas devant nous cinq ans d'ajustements et de demi-mesures, les Français ne sont pas animés par une curiosité patiente mais par une exigence intransigeante, c'est la transformation profonde qu'ils attendent, qu'ils espèrent, qu'ils exigent, ne la redoutons pas, embrassons-la bien au contraire. La charte de notre action a été fixée durant la campagne et vous en connaissez les jalons sur lesquels je ne reviendrai pas. Les engagements seront tenus, les réformes et ses transformations profondes auxquelles je me suis engagé seront conduites. Le Premier ministre, Edouard PHILIPPE, que j'ai nommé afin qu'il soit le dépositaire à la tête du gouvernement de ces engagements en présentera la mise en œuvre dans son discours de politique générale.

Mais tout cela, tout cela ne sera possible que si nous avons une République forte et il n'est pas de République forte sans institutions puissantes. Nées de temps troublés, nos institutions sont résistantes aux crises et aux turbulences, elles ont démontré leur solidité mais comme toutes les institutions elles sont aussi ce que les hommes en font. Depuis plusieurs décennies maintenant l'esprit qui les a fait naître s'est abîmé au gré des renoncements et des mauvaises habitudes. En tant que garant du bon fonctionnement des pouvoirs publics, j'agirai en suivant trois principes, l'efficacité, la représentativité et la responsabilité.

L'efficacité d'abord, il nous faut du temps pour penser la loi, du temps pour la concevoir, la discuter et la voter, du temps aussi pour s'assurer des bonnes conditions de son application. Souhaiter que nos institutions soient plus efficaces ce n'est donc pas sacrifier au culte de la vitesse, c'est rendre la priorité au résultat. Sachons mettre un terme à la prolifération législative, cette maladie nous la connaissons, elle a été tant et tant nommée et je crains moi-même dans une vie antérieure d'y avoir participé. Elle affaiblit la loi qui perd dans l'accumulation des textes une part de sa vigueur et certainement de son sens. Telle circonstance, tel imprévu, telle nouveauté ne sauraient dicter le travail du législateur car la loi n'est pas faite pour accompagner servilement les petits pas de la vie de notre pays, elle est faite pour en encadrer les tendances profondes, les évolutions importantes, les débats essentiels et pour donner un cap. Elle accompagne de manière évidente les débuts d'un mandat.

Mais légiférer moins ensuite c'est consacrer plus d'attention aux textes fondamentaux, à ces lois venant répondre à un vide juridique, venant éclairer une situation inédite, c'est cela le rôle du Parlement. Légiférer moins c'est mieux allouer le temps parlementaire, c'est en particulier réserver de ce temps au contrôle et à l'évaluation. Je sais que nombre d'entre vous y ont déjà beaucoup réfléchi et je ne mésestime pas les progrès faits durant ces dernières années en la matière. Mais nous devons aller plus loin encore car voter la loi ne saurait être le premier et le dernier geste du Parlement. Nos sociétés sont devenues trop complexes et trop rapides pour qu'un texte de loi produise ses pleins effets sans se heurter lui-même au principe de réalité.

La voix des citoyens concernés par les textes que vous votez ne saurait être perçue comme attentatoire à la dignité législative, elle est la vie, elle est le réel, elle est ce pour quoi vous œuvrez, nous œuvrons. C'est pourquoi bien suivre l'application d'une loi, s'assurer de sa pertinence dans la durée, de ses effets dans le temps pour la corriger ou y revenir est aujourd'hui devenu une ardente obligation.

Pour toutes ces raisons, je souhaite qu'une évaluation complète de tous les textes importants comme aujourd'hui celle sur le dialogue social ou encore sur la lutte contre le terrorisme dont nous avons récemment jeté les bases soit menée dans les deux ans suivant leur mise en application. Il est même souhaitable qu'on évalue l'utilité des lois plus anciennes afin d'ouvrir la possibilité d'abroger des lois qui auraient par le passé été trop vite adoptées, mal construites ou dont l'existence aujourd'hui représenterait un frein à la bonne marche de la société française.

Enfin, le rythme de conception des lois doit savoir répondre aux besoins de la société. Il est des situations d'urgence que le rythme propre au travail parlementaire ne permet pas de traiter suffisamment vite, songez à l'encadrement des pratiques issues du numérique en matière de protection des droits d'auteurs, de la vie privée de nos concitoyens ou de la sécurité nationale. Notre temps collectif est aujourd'hui trop lent et il faut qu'au temps long du travail législatif que je viens d'évoquer soit ajouté la faculté d'agir vite. Ainsi, la navette pourrait être simplifiée, je pense même que vous devriez pouvoir dans les cas les plus simples voter la loi en commission, tout cela vous y avez pour nombre d'entre vous beaucoup travaillé, tout cela doit être sérieusement étudié mais pour désormais le faire.

Je n'ignore rien des contraintes qui pèsent sur vous, le manque de moyens, le manque d'équipes, le manque d'espace contrariant en partie les impératifs d'efficacité que je vous soumets. Pour cela, il est une mesure depuis longtemps souhaitée par nos compatriotes qu'il me semble indispensable de mettre en œuvre, la réduction du nombre de parlementaires. Un Parlement moins nombreux mais renforcé dans ses moyens c'est un Parlement où le travail devient plus fluide, où les parlementaires peuvent s'entourer de collaborateurs mieux formés et plus nombreux, c'est un Parlement qui travaille mieux. C'est pourquoi je proposerai une réduction d'un tiers du nombre des membres des trois assemblées constitutionnelles. Je suis convaincu que cette mesure aura des effets favorables pour la qualité générale du travail parlementaire.

Ca n'est pas, céder à l'antiparlementarisme ambiant, bien au contraire, car les Français pour leur majeure partie en sont également certains, cette réforme est indispensable. Cette réforme qui devra être conduite en veillant à la juste représentation de tous les territoires de la République, hexagonaux et ultramarins, n'a pas pour but de nourrir cet antiparlementarisme ambiant, elle vise à donner aux élus de la République plus de moyens et plus de poids.

Le devoir d'efficacité ne saurait peser seulement sur le Parlement. L'exécutif doit en prendre sa part. Et d'abord, précisément, vis-à-vis du Parlement.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, j'ai voulu vous réserver, et à travers vous, aux Français, ma première expression politique depuis mon élection.

Trop de mes prédécesseurs se sont vu reprocher de n'avoir pas fait la pédagogie de leur action, ni d'avoir exposé le sens et le cap de leur mandat. Trop d'entre eux aussi ont pris des initiatives, dont le Parlement n'était que secondairement informé, pour que je ne me satisfasse d'en reconduire la méthode.

Tous les ans, je reviendrai donc devant vous pour vous rendre compte.

Si la considération et la bienveillance que cela traduit à l'égard du Parlement apparaissent à certains comme une dérive condamnable, c'est sans doute qu'ils ont de leur rôle de parlementaire et du rôle du Président de la République une conception vague que masque mal l'arrogance doctrinaire ou le sectarisme.

Il est toujours préoccupant que des représentants du peuple se soustraient aux règles de la Constitution qui les a fait élire. SIEYES et MIRABEAU ne désertèrent pas, je crois, si promptement le mandat que leur avait confié le peuple.

Le Président de la République doit fixer le sens du quinquennat et c'est ce que je suis venu faire devant vous. Il revient au Premier ministre qui dirige l'action du Gouvernement de lui donner corps. C'est à lui qu'incombe la lourde tâche d'assurer la cohérence des actions, de conduire les transformations, de rendre les arbitrages et, avec les ministres, de vous les présenter. Je souhaite que cette responsabilité ait un sens.

C'est pourquoi je demanderai au Premier ministre d'assigner à chacun des objectifs clairs dont, annuellement, ils lui rendront compte.

De même, l'efficacité commande que les ministres soient au cœur de l'action publique et retrouvent avec leur administration un contact plus direct. La réduction que j'ai voulue à dix du nombre de collaborateurs de cabinet, comme le renouvellement de l'ensemble des directeurs d'administration centrale répond à cette priorité.

Il s'agit de rendre aux directeurs d'administration, disposant alors de la pleine confiance du Gouvernement, la connaissance directe de la politique qu'ils auront à mettre en œuvre et de partager ainsi, au sein du Gouvernement et de toute l'administration, cette responsabilité partagée dont le peuple nous a fixé le cap.

Soumis eux-mêmes à l'obligation de résultat par la feuille de route qui les lie au Premier ministre, les ministres ne perdront pas de vue pour autant les conditions de mise en œuvre de leur politique. Je veux à cet effet une administration plus déconcentrée, qui conseille plus qu'elle ne sanctionne, qui innove et expérimente plus qu'elle ne contraigne. Tel est le cercle vertueux de l'efficacité. C'est cette administration qui doit redonner à tous les territoires les moyens d'agir et de réussir.

Car, à la fin, notre démocratie ne se nourrit que de l'action et de notre capacité à changer le quotidien et le réel.

Mais ce souci d'efficacité ne suffira pas à rendre à notre démocratie l'oxygène dont trop longtemps elle fut privée. S'il faut en finir avec la République inefficace, il faut en finir aussi bien avec la République du souffle court, des petits calculs, de la routine. Nous ne retrouverons la respiration profonde de la démocratie que dans le renouement avec la variété du réel, avec la diversité de cette société française à l'écart de laquelle nos institutions se sont trop soigneusement tenues, n'admettant le changement que pour les autres mais pas pour elles.

La réalité est plurielle, la vie est plurielle. Le pluralisme s'impose à nos institutions, qui s'affaiblissent dans l'entre soi.

Nous avons fait entrer ici la grande diversité française. Elle est sociale, professionnelle, géographique, de genre et d'origine, d'âge et d'expériences, de croyances et d'engagements. Elle constitue un alliage inédit de compétences et de destins dont vous êtes aujourd'hui les visages.

Mais tout cela n'a pas été composé comme un nuancier savant. Nous avons simplement ouvert les portes aux citoyens auxquels le monde politique refusait l'accès.

Je souhaite que ce renouvellement scelle le retour du débat que n'aveuglent pas les dogmes, du partage d'idées que ne dénature pas le caporalisme. C'est aussi pour cela que je crois à la vertu du pluralisme, au respect plein et entier des oppositions. Non parce qu'il s'agirait d'un usage. Mais, car c'est la dignité du débat démocratique et cela sera notre ardente responsabilité.

La représentativité reste toutefois un combat inachevé dans notre pays. Je souhaite le mener avec vous résolument. Je proposerai ainsi que le Parlement soit élu avec une dose de proportionnelle, pour que toutes les sensibilités y soient justement représentées.

C'est à cette même fin que nous limiterons le cumul des mandats dans le temps pour les parlementaires. Car il s'agit là de la clef de voûte d'un renouvellement qui ne se produira pas sous la pression et l'exaspération citoyenne, mais deviendra le rythme normal de la respiration démocratique. Les parlementaires eux-mêmes verront dans leur mandat une chance de faire avancer le pays et non plus la clef d'un cursus à vie.

Il est d'autres institutions de la République que le temps a figées dans les situations acquises, quand le sens véritable de leur mission eût été d'incarner le mouvement vivant de la société française.

Le Conseil Economique, Social et Environnemental est de celles-ci. Sa mission était de créer entre la société civile et les instances politiques un trait d'union, fait de dialogue constructif et de propositions suivies d'effets. Cette intention fondatrice s'est un peu perdue. Je souhaite qu'on renoue avec elle.

Le Conseil Economique Social et Environnemental doit devenir la Chambre du futur, où circuleront toutes les forces vives de la Nation. Pour cela, nous devons revoir, tout en réduisant le nombre de ses membres d'un tiers, de fond en comble les règles de sa représentativité. Celle-ci étant acquise, nous ferons de cette Assemblée le carrefour des consultations publiques et le seul.

L'Etat ne travaille pas, ne réforme pas, sans consulter. Et c'est bien normal. Mais les instances de consultation se sont multipliées. Nous ne savons même plus les dénombrer. Elles ont toutes leur justification de représenter une part vibrante de la société civile. Mais c'était le rôle initial du Conseil Economique, Social et Environnemental. En le réformant, nous en ferons l'instance unique de consultation prévue par tous nos textes.

Cela sera un élément d'une plus grande représentativité de notre société civile. Dans le même temps, un élément de simplification de nos procédures, de simplification de la fabrique de la loi.

Ce Conseil doit pouvoir devenir le forum de notre République, réunir toutes les sensibilités et toutes les compétences et donner un lieu en quelque sorte à l'expression de toutes les sensibilités du monde de l'entreprise et du travail, des entrepreneurs comme des syndicats, des salariés comme des indépendants, mais aussi des associations et des organisations non gouvernementales.

Dans le même temps, je souhaite que le droit de pétition soit revu, afin que l'expression directe de nos concitoyens soit mieux prise en compte et que les propositions des Français puissent être présentées, dans un cadre défini et construit, à la représentation nationale.

Là aussi, il en va de la représentativité de notre démocratie. Une représentativité qui ne vivrait pas seulement une fois tous les cinq ans, mais au quotidien dans l'action du législateur.

Fondé sur une représentativité plus grande, animé par le souci d'efficacité, le débat démocratique et plus particulièrement le débat parlementaire retrouveront – j'en suis sûr – leur vitalité. Le désir d'agir et de faire avancer la société reprendra son rang premier au sein de nos institutions et il rejoindra cet autre principe souverain, dont trop souvent nous nous sommes départis, celui de responsabilité.

Une activité parlementaire revivifiée par un cap clair, des débats mieux construits, c'est un Parlement plus apte à exercer sa mission de contrôle, sans laquelle la responsabilité de l'exécutif ne vit pas, est affaiblie.

Je souhaite qu'au Parlement, la majorité comme les oppositions puissent avoir encore davantage de moyens pour donner un contour et une exigence à la responsabilité politique de l'exécutif.

Les ministres eux-mêmes doivent devenir comptables des actes accomplis dans leurs fonctions ordinaires. C'est pour cette raison que je souhaite la suppression de la Cour de Justice de la République. Il faudra trouver la bonne organisation, mais nos concitoyens ne comprennent plus pourquoi seuls les ministres pourraient encore disposer d'une juridiction d'exception.

Faire vivre la responsabilité partout dans nos institutions, c'est aussi assurer l'indépendance pleine et entière de la justice. C'est une ambition qui doit demeurer, malgré les impasses et les demi-échecs rencontrés dans le passé. Je souhaite à cette fin que nous accomplissions enfin cette séparation de l'exécutif et du judiciaire, en renforçant le rôle du Conseil supérieur de la magistrature et en limitant l'intervention de l'exécutif dans les nominations des magistrats du Parquet. A tout le moins, ce Conseil devrait donner un avis conforme pour toutes les nominations de ces magistrats.

C'est un changement profond des pratiques et des règles que j'appelle de mes vœux. Je ne méconnais pas l'évolution institutionnelle et constitutionnelle que cela requiert. C'est pourquoi je demanderai à Madame la Garde des Sceaux et aux ministres compétents, ainsi qu'aux présidents des deux Chambres, de me faire pour l'automne des propositions concrètes permettant d'atteindre cet objectif.

Je souhaite que la totalité des transformations profondes que je viens de détailler et dont nos institutions ont cruellement besoin soit parachevée d'ici un an et que l'on se garde des demi-mesures et des aménagements cosmétiques. Ces réformes seront soumises à votre vote. Mais si cela est nécessaire, je recourrai au vote de nos concitoyens par voie de référendum.

Car, il s'agit ici de rien moins que de retisser entre les Français et la République le rapport qui s'est dissous dans l'exercice mécanique du pouvoir. Je veux réveiller avec vous le sens du pacte civique, je veux que l'efficacité, la représentativité et la responsabilité fassent émerger clairement et fortement une République contractuelle. La confiance accordée y va de pair avec les comptes qu'on rend. L'action s'y déploie dans un cadre partagé entre le mandataire et le mandant et non au fil des circonstances. C'est cela le sens du contrat social qui fonde la République.

Ce que nous ferons pour les institutions de la République, je souhaite le faire aussi pour nos territoires. Ne redoutons pas de nouer avec les territoires des accords de confiance. Nous savons tous combien notre France est diverse, combien est importante l'intimité des décideurs publics avec le terrain de leur action. La centralisation jacobine traduit trop souvent la peur élémentaire de perdre une part de son pouvoir. Conjurons-là. Osons expérimenter, déconcentrer, c'est indispensable pour les territoires ruraux comme pour les quartiers difficiles ; osons conclure avec nos territoires et nos élus de vrais pactes girondins fondés sur la confiance et sur la responsabilité.

La conférence des territoires qui sera bientôt lancée et sera conduite par le Premier ministre répond à cette préoccupation. Il ne s'agira pas uniquement d'une conférence budgétaire ou financière, mais de trouver ensemble les moyens d'adapter nos politiques aux réalités locales, et je pense en particulier aux collectivités d'Outre Mer qui doivent avoir tous les moyens pour réussir.

C'est ce même esprit de confiance qui fonde cette République contractuelle que d'ores et déjà nous faisons avancer dans la société et le monde du travail en donnant à celles et ceux qui sont au plus près de la réalité de l'entreprise une capacité plus grande à réguler le quotidien, non dans le rapport de force, mais dans un cadre nouveau et partagé.

Nous savons tous et toutes que la confiance exige un soin plus grand que l'usage unilatéral de l'autorité. Nous savons aussi qu'elle produit de plus grands résultats et qu'elle suscite cette concorde sans laquelle il n'est pas de vie civile supportable.

La France a vécu assez d'épreuves, connu assez de grandeurs pour n'être pas ce peuple-enfant que l'on berce d'illusions. Chaque Français a sa part de responsabilité et son rôle à jouer dans la conquête à venir. En retrouvant l'esprit de nos institutions, nous redonnerons à la nation tout entière le sentiment de retrouver la maîtrise de son destin, la fierté de reprendre en main le fil de son histoire. C'est la condition même de la réconciliation de notre pays.

Pour être au rendez-vous que le Peuple nous a donné, il ne nous est pas permis d'attendre. C'est pourquoi j'aurai besoin pour notre République de la mobilisation de tous autour de quelques grands principes d'action. Il ne s'agit pas ici pour moi de déclinier l'action du gouvernement, comme certains se plaisent à le craindre ou à le souhaiter. C'est la tâche du Premier ministre, c'est le sens même et la force de nos institutions. Et je n'égrènerai pas ici non plus tous les secteurs, les métiers, les territoires. Que chacun sache néanmoins que ces grands principes parlent pour tous.

Le premier principe doit être la recherche d'une liberté forte. En matière économique, sociale, territoriale, culturelle, notre devoir est d'émanciper nos concitoyens. C'est-à-dire leur permettre de ne pas subir leur vie mais bien d'être en situation de la choisir. De pouvoir « faire » là où trop souvent nos règles entravent au prétexte de protéger.

Je crois à cet esprit des Lumières qui fait que notre objectif à la fin est bien l'autonomie de l'homme libre, conscient et critique.

Trop de nos concitoyens aujourd'hui se sentent encore prisonniers de leurs origines sociales, de leur condition, d'une trajectoire qu'ils subissent. Or l'enclavement, l'isolement, l'absence d'accès aux transports à toutes les formes des nécessités de ce siècle nouveau, assignent à résidence des millions de nos compatriotes.

La liberté forte que nous avons à bâtir, c'est ce combat pour toutes les mobilités, ce combat pour les accès, ce combat pour que nul de nos concitoyens ne soit exclu des voies du progrès, du droit de faire, d'essayer pour échouer peut-être ou pour réussir.

C'est le combat de la mobilité économique et sociale par le travail et par l'effort pour tous nos concitoyens, quel que soit leur quartier, leur prénom, leur origine. C'est le combat pour l'égalité pleine entre les femmes et les hommes. Ce beau combat dont notre pays a perdu il y a quelques jours, quelques jours à peine, une figure essentielle en Madame Simone VEIL.

La liberté forte, c'est la liberté de choisir sa vie. Car la liberté est ce qui réconcilie précisément la justice et l'efficacité, la possibilité de faire et l'égalité vraie. La liberté d'expérimenter, de se tromper, d'essayer encore. On n'embarque plus dans son existence pour un voyage au long cours. Nos vies sont explorations, tentatives, recherche. Sachons inventer cette liberté-là avec les nouvelles protections individuelles qui l'accompagnent, en assurant l'éducation, la formation et les sécurités utiles aux grandes étapes de la vie, précisément pour construire une existence.

C'est tout le sens des transformations économiques et sociales profondes que le gouvernement aura à conduire dans les prochains mois : libérer et protéger, permettre d'innover en construisant une place pour chacun.

Et je souhaite qu'il ne cède rien aux fausses promesses, ni à celle d'une liberté qui oublierait toutes les sécurités individuelles car à la fin elle promet le malheur. Ni la société des statuts qui au nom des règles acquises prétend protéger quand tant et tant sont au bord de la route, quand le chômage est au niveau qu'on lui connaît et l'exclusion là où elle est. Vouloir la liberté forte c'est tout cela.

En ces temps de terrorisme, vouloir la liberté forte c'est aussi assurer la liberté de chacun et garantir le plein respect des libertés individuelles.

Je veux ici vous avec franchise parler de ce que trop souvent on n'ose pas nommer : le terrorisme islamiste et les moyens de le combattre.

Que devons-nous aux victimes ? Que devons-nous à nos compatriotes qui sont morts ? Que devons-nous à la France endeuillée par ces assassinats marqués du sceau de la lâcheté, de la bêtise, de l'aveuglement ? Certainement pas de nous limiter à l'esprit victimaire ou à la seule commémoration. Nous leur devons la fidélité à nous-mêmes, à nos valeurs et à nos principes. Renoncer, c'est concéder au nihilisme des assassins sa plus belle victoire.

D'un côté, je rétablirai les libertés des Français en levant l'état d'urgence à l'automne, parce que ces libertés sont la condition de l'existence d'une démocratie forte. Parce que les abandonner c'est apporter à nos adversaires une confirmation que nous devons leur refuser. De tout temps les adversaires de la démocratie ont prétendu qu'elle était faible et que si elle voulait combattre il lui faudrait bien abandonner ses grands principes. C'est exactement le contraire qui est vrai. Le code pénal tel qu'il est, les pouvoirs des magistrats tels qu'ils sont, peuvent, si le système est bien ordonné, bien organisé, nous permettre d'anéantir nos adversaires. Donner en revanche à l'administration des pouvoirs illimités sur la vie des personnes, sans aucune discrimination, n'a aucun sens, ni en termes de principes, ni en termes d'efficacité.

Mais d'un autre côté, je souhaite que le Parlement puisse voter ces dispositions nouvelles qui nous renforceront encore dans notre lutte. Elles devront viser explicitement les terroristes à l'exclusion de tous les autres Français. Elles comporteront des mesures renforcées, mais qui seront placées sous la surveillance du juge dans le respect intégral et permanent de nos exigences constitutionnelles et de nos traditions de liberté.

La démocratie n'a pas été conçue simplement pour les temps calmes. Elle vaut surtout pour les moments d'épreuve. Il est là, le chemin de l'efficacité, et c'est le même chemin que celui des valeurs. Un pays rassemblé, uni sur ses principes, une société pleinement consciente de ce qui la fonde sont invincibles. Tel est exactement le sens profond des textes que vous aurez à examiner. Ils visent à nous libérer de la peur, de l'aliénation à la volonté de nos adversaires. Nous travaillerons à prévenir tout nouvel attentat, et nous travaillerons à les réprimer, sans pitié, sans remords, sans faiblesse, avec d'autant plus de force que nous n'aurons cédé sur rien de ce qui nous constitue. J'en prends l'engagement ici devant vous, et, au-delà, devant le peuple français.

Répondre aux terroristes ce n'est pas changer notre Constitution chaque matin, ça n'est pas renoncer au principe de notre République parce que rappelons-le c'est au plus fort de la guerre d'Algérie qu'a été construite, votée cette disposition de notre Constitution qui prévoit précisément que l'autorité judiciaire est la gardienne de nos libertés. Alors montrons-nous dignes aujourd'hui de la fermeté d'âme de ceux qui nous ont précédés dans les épreuves.

Enfin, la liberté forte c'est toujours, en France, la liberté de conscience. C'est-à-dire la liberté intellectuelle, morale, spirituelle. Et de cette liberté, la France doit être l'indispensable havre. L'éducation et la culture en sont les clés. Elles sont au cœur de mon action car, en cette matière, rien n'est jamais acquis.

Les progrès de l'obscurantisme nous rappellent ainsi à l'idéal des Lumières. Et la laïcité en est l'indispensable corollaire. A ces principes et à ces ambitions, la République a su ne rien céder car ils sont la condition même de l'autonomie de nos concitoyens.

De cette culture libérale, ouverte, généreuse, nous devons refaire ensemble la singularité de la France car c'est par là que toujours elle sut rayonner. Au sein de la culture mondialisée et dont on observe la prolifération parfois inquiétante, la voix de la France et de la culture française doivent occuper une place éminente, associant tous les Français de métropole et d'outre-mer.

Mais cette liberté ne se tiendrait pas si notre deuxième principe d'action n'était de retrouver le socle de notre fraternité.

Notre peuple n'est pas formé d'un peu plus de soixante millions d'individus qui cohabiteraient. Il est indivisible, précisément parce que ce qui le tient est plus fort que de simples règles ou que des organisations, c'est un engagement, chaque jour répété qui fait que notre citoyenneté n'est jamais abstraite et froide mais qu'elle est pleine et entière que par ce lien fraternel qui nous unit et dont nous devons retrouver la vigueur.

L'un des drames de notre pays, c'est que cet engagement est tout simplement impossible pour ceux que les dysfonctionnements de nos systèmes sclérosés rejettent en permanence sur les marges.

Il nous reviendra, au cours de ce quinquennat, de prendre la vraie mesure de cette question, de redéfinir nos moyens d'actions, sans nous laisser arrêter par de vieilles habitudes, en associant l'Etat, les collectivités, les associations, les fondations, l'ensemble des Françaises et des Français engagés bien souvent bénévoles, toutes les entités qui, privées ou publiques, œuvrent à l'intérêt général et pour la dignité des personnes.

Nous devons substituer à l'idée d'aide sociale, à la charité publique, aux dispositifs parcellaires, une vraie politique de l'inclusion de tous. La représentation nationale y trouvera un enjeu, un défi, à sa mesure.

Ne vous y trompez pas, cette question est la plus profonde, la plus sérieuse qui soit, parce que notre société est aujourd'hui divisée entre les égoïsmes tentés par les sirènes de la mondialisation qui voudraient faire croire qu'on peut réussir à quelques uns, que les nomades en quelque sorte dicteraient leur loi. Et de l'autre côté les donneurs de leçons, les tenants d'une morale sans bras qui voudraient qu'on oublie toutes les contraintes du réel pour s'occuper d'une partie de la société.

Il n'y aura pas de réussite française si chacune et chacun n'y a pas sa place, si la pauvreté, pour mettre un nom sur cette réalité, si toutes celles et ceux qui vivent dans la misère, dans l'exclusion, qui sont privés de cette route Auguste que peuvent emprunter quelques uns n'ont pas aussi leur place. Et cela c'est notre devoir. Cela passera par des réformes économiques et sociales profondes que vous aurez à décider et à voter. Elles sont indispensables et elles permettront de redonner cette énergie sans laquelle notre société n'est rien.

Il faudra aussi savoir trouver ce que Georges BATAILLE appelait « notre part maudite », une place, une considération, une vraie réponse enfin.

Car en définitive, le sentiment d'appartenance existe moins qu'avant. Nos sociétés modernes ont tendance à se fractionner au gré des intérêts, des égoïsmes, des idées de chacun.

Et là encore, il nous revient, dans l'action politique, de résister aux forces de division, aux effets de dislocation qui sont à l'œuvre et qui ne sont aucunement invincibles pour peu qu'on s'en donne les moyens. L'appartenance ne se décrète pas. Aussi cette solidarité doit-elle trouver ses formes concrètes. L'école en est le premier creuset, notre université ensuite, nos familles également, notre culture, la langue, l'accès aux savoirs, l'ouverture à des possibles qui nous rassemblent forgent un peuple mais ces solidarités organiques que nous avons mésestimées, c'est aussi ce qui tient notre société et face à la crise morale et de civilisation que nous vivons, nous devons savoir forger à nouveau ces solidarités profondes et un imaginaire puissant et désirable où chacun trouvera sa place.

C'est aussi cela la réponse que nous devons apporter à ce qui corrompt la société. Je parlais tout à l'heure du terrorisme islamiste, il y a bien sûr la réponse sécuritaire mais elle ne sera rien ou elle ne sera qu'une poursuite de chaque jour si par l'éducation, la culture, la morale profonde au sens plein du terme qui doit infuser notre société, notre imaginaire collectif et nos solidarités à

nouveau, nous ne nous décidons de rebâtir ce qui nous tient comme un peuple dont l'histoire est cette énergie profonde, ce qui lui a permis de relever tant et tant de drames et de ne jamais s'affaïsser.

La réponse à tout ce que nous vivons, ce ne sera ni des lois ni des règlements, c'est cette dignité collective retrouvée, c'est cette volonté de faire à chaque instant, c'est cette responsabilité que chacune et chacun portent dans la société de redonner du sens, de savoir qui nous sommes, pourquoi nous sommes là. Ce qui nous tient d'avoir à chaque instant en tête la nature du défi qui est le nôtre et de ne rien céder à la lèpre de l'esprit du moment de divisions, d'accusations, c'est tout cela qui durera, ce qui nous dépasse, ce qui nous a fait, ce qui nous a forgés !

Le troisième principe d'action de notre mobilisation sera de redonner place à l'intelligence française.

Et par l'intelligence, je pense évidemment aux grandes découvertes, aux chercheurs, à nos grands physiciens, à nos grands médecins, aux inventeurs, aux innovateurs à tout ce qui fait et a fait la fierté de notre pays et qui est là encore présente forte sur tous les territoires, qu'il nous faut reconnaître, montrer, qu'il nous faut savoir célébrer trop de fois, là où nous avons préféré jalouser.

Je pense aux écrivains, aux philosophes, aux historiens, aux cinéastes, qui continuent d'apporter au monde ce regard libre des préjugés qui fait notre force ; je pense aux peintres ou aux musiciens qui remettent, au fond, la politique à sa juste place en nous faisant entrevoir un au-delà de l'existence immédiate qui rend à la condition humaine sa grandeur, sa beauté, souvent son tragique.

Redonner toute sa place à l'intelligence française, c'est aussi se refuser à toutes ces incohérences qui nous minent. Et nous n'y parviendrons qu'au prix d'un véritable effort de réflexion collective. Nous ne pouvons pas, par exemple, continuer d'affirmer hautement notre attachement aux principes de l'asile, tout en nous abstenant de réformer en profondeur un système qui, débordé de toutes parts, ne permet pas un traitement humain et juste des demandes de protection émanant d'hommes et de femmes menacés par la guerre et la persécution, ceux qu'on appelait en 1946 les combattants de la liberté.

Redonner sa place à l'intelligence française, c'est faire de notre pays le centre d'un nouveau projet humaniste pour le monde, le lieu où l'on concevra, créera une société qui retrouve ses équilibres : la production et la distribution plutôt que l'accumulation par quelques-uns, l'alimentation saine et durable, la finance équitable, le numérique au service de l'homme, la fin de l'exploitation des énergies fossiles et la réduction des émissions, pas parce que c'est à la mode, pas parce que ça ferait plaisir à quelques-uns, parce que c'est ce niveau d'ambition qui a toujours été le nôtre, parce que précisément, c'est quand le quotidien est difficile qu'il faut réconcilier tant de contraires que tout nous pousse si nous n'écoutons que les égoïsmes du quotidien, ou le court terme à ne pas faire que nous devons aller de l'avant, regarder un cap, le fixer et le porter pour le monde parce que c'est cela la vocation de la France !

La France n'est pas un pays qui se réforme, c'est faux, pardon, Monsieur le Premier ministre, de vous annoncer aujourd'hui devant le Congrès. La France est un pays qui résiste aussi longtemps qu'il est possible de ne pas réformer, un pays qui se cabre quand on lui parle mal, quand on ne lui explique pas, quand on ne le respecte pas, quand on ne parle pas à sa dignité et à son intelligence !

Mais c'est un pays qui face aux défis qui à chaque fois auraient dû l'abattre s'est profondément transformé, a su trouver en lui-même ce sens de l'histoire de l'humanité qui a fait la France.

Votre défi aujourd'hui, notre défi, c'est celui-là ! Alors, vous passerez des jours, des nuits, nous passerons sans doute des jours et des nuits dans des sujets qui font le quotidien de nos concitoyens et qui sont chacune et chacun importants. Mais à chaque fois, ce sera cet horizon et ce cap que nous devons avoir à l'esprit.

Redonner sa place à l'intelligence française, enfin, c'est comprendre que les Français sont précisément assez intelligents pour faire leur chemin tout seuls. Ce ne sont pas les Français qu'il faudrait désintoxiquer de l'interventionnisme public, c'est l'Etat lui-même. Il faut évidemment protéger les plus faibles, dans le droit du travail en particulier. Il faut bien entendu reconnaître la part essentielle de nos services publics et de tous nos fonctionnaires qui jour et nuit sans compter leur énergie font justement cette force ! Mais protéger les plus faibles, ce n'est pas les transformer en mineurs incapables, en assistés permanents de l'Etat, de ses mécanismes de vérification et de contrôle. C'est de leur redonner, et à eux seuls, les moyens de peser efficacement sur leur destin. Tout sera fait pour rendre aux Français cette autonomie qu'on leur a disputée puis confisquée. Redonner sa place à l'intelligence française, c'est permettre à chacun, à chaque territoire de réussir, de s'engager.

J'en viens à présent au dernier principe de l'action que j'entends mener : construire la paix.

Nous le savons, ce monde dans lequel nous dessinons pour la France un chemin, à la fois neuf et fidèle à sa vocation ancienne, est un monde dangereux. Notre environnement, y compris notre environnement proche, se caractérise par l'accumulation des menaces. C'est bien l'ombre de la guerre qui, à chaque nouvelle crise, se profile. La déflagration mondiale n'est plus le spectre que brandissent les pessimistes : elle est pour les réalistes une hypothèse sérieuse. Les affirmations de puissance reviennent ou émergent. Les mouvements terroristes se développent dans de multiples régions avec des moyens qui augmentent leur capacité de nuisance. Ils sont là dans nos sociétés. Les guerres régionales atteignent des degrés nouveaux de barbarie. Les alliances d'hier s'effritent, l'ordre multilatéral doute de lui-même, les régimes autoritaires ou les démocraties « illibérales » fleurissent.

L'espace cybernétique propage et amplifie les instruments de cette guerre du tout contre tous. La dérive du monde impose son rythme erratique, ses excès en tous genres, détruisant l'homme, le déracinant, effaçant sa mémoire, bousculant son imaginaire. C'est cela le monde dans lequel aujourd'hui nous vivons ! Il ne s'agit pas de l'appréhender avec un pessimisme défait, non ! Cela nous impose des devoirs, les plus graves sans doute qu'une Nation puisse porter, celui de maintenir ouverte partout la voie de la négociation, du dialogue et de la paix face aux entreprises les plus sinistres.

La vocation de la France, sa fidélité à son histoire est de savoir construire la paix et promouvoir la dignité des personnes.

C'est pourquoi partout nous devons agir d'abord pour protéger nos intérêts et au premier chef notre sécurité. C'est ce qui m'a conduit à réaffirmer notre engagement au Sahel comme au Levant, pour lutter contre le terrorisme et contre tous les fanatismes dans notre intérêt comme dans celui des peuples concernés. Et je sais là l'engagement de nos forces armées chaque jour depuis tant de mois. Mais une telle action ne peut être efficace que si elle s'inscrit dans la durée et vise donc à construire les solutions politiques permettant la sortie de crise et donc de savoir dans toutes ces régions parler avec toutes les puissances, y compris celles qui ne partagent pas nos propres finalités ou nos propres valeurs pour trouver une issue et la construire !

Je ne vous proposerai pas dans ce cadre de nous substituer à d'autres peuples parce que nous voudrions ailleurs imposer nos principes ou nos valeurs car je ne veux pas qu'apparaissent de nouveaux Etats faillis.

Toujours la France doit respecter en même temps qu'elle lutte contre le terrorisme et tous les excès, en même temps qu'elle protège sa propre sécurité et ses valeurs, elle doit respecter la souveraineté des peuples. Mais partout où les libertés ne sont pas respectées, nous œuvrerons, à travers notre diplomatie et nos actions de développement, afin d'aider les minorités, de travailler au service des sociétés pour le respect des droits. Cela suppose un travail exigeant, parfois long et ingrat, qui impose de replacer la France au cœur du dialogue entre les nations. C'est depuis plusieurs semaines ce que je m'emploie à faire, du Mali à l'Ukraine en

passant par la Syrie, en passant par le Golfe, en échangeant en profondeur avec tous les dirigeants du monde. La France doit partout contribuer à bâtir ou rebâtir des équilibres multiples, même si parfois ils demeurent fragiles.

Notre outil militaire dans ce contexte revêt une importance majeure. J'ai déjà ordonné une revue stratégique de défense et de sécurité. Avec comme fils directeurs les principes d'indépendance et d'autonomie de décision, nos armées assureront les missions que je leur ai confiées : la dissuasion, clé de voûte de notre sécurité ; la protection de nos concitoyens et de nos intérêts ; l'intervention là où le respect du droit et de la stabilité internationale sont menacés. La prévention des crises et leur résolution sera gérée de manière globale en n'oubliant jamais que seuls la stabilisation et le développement permettent de créer les conditions d'une paix durable.

Nos forces armées sont les conditions de cette capacité de dialogue, de cette crédibilité française et de cette capacité partout à construire la paix. Et cette indépendance que j'appelle de mes vœux ne veut pas dire pour autant solitude. La France sera fidèle à toutes ses alliances.

Les prochaines années seront pour nos armées celles d'un renouvellement stratégique et tactique. Je sais qu'elles y sont prêtes car elles sont aux avant-postes du monde tel qu'il va, avec cette vigilance et cet engagement qui font honneur à notre pays.

Vous le voyez, les menaces n'ont jamais été si grandes et l'ordre multilatéral est sans doute plus fragilisé qu'il ne l'a jamais été, divisé, bousculé alors que plus que jamais, elle est sans doute nécessaire.

Dans les années à venir, le rôle de la France sera de défendre la sécurité, l'égalité face aux excès, les libertés, la planète face au réchauffement climatique, tout ce qui constitue notre bien commun universel et qui aujourd'hui dans trop d'endroits est remis en cause !

Toucher du doigt le moment inédit que nous vivons. Nous nous sommes bâtis depuis le 18^{ème} siècle sur un équilibre que nous pensions de toute éternité, entre des démocraties, des valeurs libérales, nos libertés, une économie de marché qui permettait le progrès des classes moyennes. Tout cela est aujourd'hui profondément basculé, transformé, menacé.

Des régimes autoritaires réussissent dans l'économie de marché. Des démocraties que nous croyions hier des alliés de toujours menacent l'ordre international, se mettent à douter de ses propres règles. Notre vocation, notre rôle aujourd'hui, c'est précisément, plus encore qu'hier, de les rappeler, de les porter, de les faire, de les tenir. Ce sera cela mon cap, notre cap et aucun autre.

Ce cours du monde en quelque sorte vient éprouver notre résistance et notre cohérence. C'est à titre d'exemple ce que nous vivons avec les grandes crises migratoires qui traversent aujourd'hui l'Afrique, la Méditerranée et à nouveau l'Europe. Les mois prochains, nous aurons des décisions difficiles à prendre et nous devons à la fois mieux les prévenir par une politique de sécurité et de développement ambitieuse sur toutes les zones de fragilité et de conflit. Nous devons réexpliquer et agir partout, quand il y a la guerre, quand il y a le réchauffement climatique qui déstabilisent tant de ces régions.

Mais nous devons aussi mieux endiguer ces grandes migrations par une politique de contrôle et de lutte contre les trafics de personnes. Il faut pour cela, de manière coordonnée, en Europe, mener une action efficace et humaine qui nous permette d'accueillir les réfugiés politiques qui courent un risque réel, car ce sont là nos valeurs, sans les confondre avec des migrants économiques et abandonner l'indispensable maintien de nos frontières.

Pour réussir à tenir ce cap, nous avons besoin d'une Europe plus forte et refondée. Plus que jamais, nous avons besoin de l'Europe. Or, là aussi, plus que jamais sans doute elle est affaiblie par les divisions, par le doute qui s'est installé dans notre peuple.

Pourtant, l'Europe est chez nous autant que nous sommes en Europe. Parce qu'il est impossible de penser notre destinée continentale autrement qu'au travers du projet Européen. L'Europe, l'Europe, c'est nous. C'est un projet de paix, de liberté, de progrès, qui a été pensé et agi avec courage par les générations qui nous ont précédés et avaient vécu la guerre. Nous voudrions aujourd'hui oublier tout cela ! Considérer que face aux divisions, face au Brexit et à tant de soubresauts de l'Histoire, la réponse serait dans une diminution encore supplémentaire, dans une forme d'abandon, dans un bégaiement de l'Histoire.

Négliger l'Europe, s'habituer à la conchier, à en faire le coupable de tous nos maux, c'est trahir ces générations qui nous ont précédés. C'est trahir ce qui fait qu'aujourd'hui, là où nous sommes, nous pouvons librement débattre de l'Europe, pour l'aimer ou pas.

Mais négliger l'Europe, s'habituer à n'en faire qu'un objet de négociation technique, c'est aussi en quelque sorte abdiquer notre Histoire et diminuer la France.

La construction européenne est aujourd'hui également – il faut bien le dire et le voir – fragilisée par la prolifération bureaucratique, par le scepticisme croissant qui en découle.

Je crois fermement à l'Europe. Mais je ne trouve pas toujours ce scepticisme injustifié. C'est pourquoi je vous propose de reprendre de la hauteur, de sortir de la tyrannie des agendas et des calendriers, des méandres de la technique.

La décennie qui vient de s'achever a été pour l'Europe une décennie cruelle. Nous avons géré des crises. Mais nous avons perdu le cap. C'est pourquoi, il revient à une génération nouvelle de dirigeants de reprendre l'idée européenne à son origine, qui est politique dans son essence, une association volontaire réaliste et ambitieuse d'Etats décidés à faire prévaloir des politiques utiles en matière de circulation des personnes et des biens et notamment de la jeunesse, en matière de sécurité, en matière monétaire et fiscal, mais aussi en matière politique, culturelle.

Les pays de l'Europe, pour lesquels celle-ci ne se réduit pas au marché, mais dessine un espace ou une certaine idée de la valeur de l'Homme, de l'exigence de justice sociale sont reconnus comme prééminents. Ces Etats-là, ces pays doivent se ressaisir d'un projet décisif et s'organiser en conséquence. Fût-ce au prix d'un examen sans complaisance de notre fonctionnement actuel.

Nous avons une tâche au quotidien à mener, humblement. Je l'ai commencé, grâce au mandat du peuple, d'avoir une Europe qui protège davantage, de procéder aux réformes indispensables, de porter l'ambition européenne dans de nombreux sujets qui font notre quotidien. Mais cela ne suffira pas. Il revient à la France de prendre l'initiative et je souhaite le faire, dans les prochains mois, grâce et par le travail étroit que j'ai d'ores et déjà engagé, en particulier avec la Chancelière d'Allemagne.

D'ici la fin de l'année, sur ces bases, partout en Europe, nous lancerons des conventions démocratiques pour refonder l'Europe justement sur ce projet politique premier, sur cette ambition première qui unit les Hommes. Libre à chacun ensuite d'y souscrire ou non.

Mais le temps n'est plus aux accommodages. Il faut reprendre l'Europe à son début, si je puis dire, à son origine même, et faire par là revivre le désir d'Europe, en ne laissant pas le monopole du peuple et des idées aux démagogues ou aux extrémistes, en ne faisant pas de l'Europe non plus un syndicat de gestion de crises qui cherche chaque jour à allonger son règlement intérieur, parce que les voisins ne se font plus confiance.

Nous devons retrouver le souffle premier de l'engagement européen. Cette certitude où furent les visionnaires des siècles passés et les pères fondateurs de l'Europe, que la plus belle part de nos histoires, de nos cultures s'exprimerait justement, non dans la rivalité, encore moins dans la guerre, mais dans l'union des forces. Non dans l'hégémonie de l'un ou l'autre, mais dans un équilibre respectueux qui nous fera toutes et tous réussir.

C'est cette Union dont notre temps a besoin. Parce que c'est cette Union seule qui permettra de relever les défis de la modernité. Parce que c'est bien dans cette Europe que nous partageons une vision commune du monde et de l'homme, une vision trempée aux mêmes sources, forgée par les mêmes épreuves de l'Histoire.

Ces défis sont la transition écologique, qui refonde le rapport de l'homme et de la nature ; la transition numérique qui réécrit les règles sociales et nous oblige à réinventer ce droit continental où depuis tant de siècles, nous avons voulu que la norme respecte l'Homme.

C'est enfin le défi de l'Humanisme contemporain face aux dangers du fanatisme, du terrorisme, de la guerre, auquel nous répondrons par une Défense plus européenne en cours d'édification, mais aussi par une Europe de la culture et de l'innovation.

La paix n'est pas seulement le socle de l'Europe. Elle en est en l'idéal, toujours à promouvoir et seule l'Europe et la France en Europe aujourd'hui peuvent y parvenir.

Alors, oui, nous rompons avec les facilités que nous nous étions données au cours des années précédentes, pour être à la hauteur de ce que le moment exige de nous. Fernand BRAUDEL le disait : « L'Europe ne sera pas, si elle ne s'appuie sur ses vieilles forces qui l'ont faite, qui la travaillent encore profondément, d'un mot, si l'on néglige tous ses humanismes vivants. » Ne les négligeons plus.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Nous connaissons à présent l'enthousiasme des commencements, mais la gravité des circonstances nous empêche d'en ressentir aucune ivresse. Le terrorisme n'a pas désarmé. La construction européenne est en crise. Nos équilibres financiers sont dégradés, notre dette considérable. L'investissement productif encore faible et le chômage toujours insupportable. La dureté de la vie est là pour tant et tant de nos concitoyens.

Mais le peuple français nous a fait connaître ses volontés, et nous en serons les serviteurs.

Il y aura de l'imprévu, des oppositions, des moments difficiles, mais nous ne laisserons pas un instant tous ces aléas nous décourager.

Devant chaque difficulté, au lieu de baisser les bras, nous en reviendrons à l'essentiel et nous y puiserons une énergie plus grande encore. J'y suis prêt. Je suis sûr que vous l'êtes aussi. Car par notre engagement les Françaises et les Français retrouvent leur fierté. Parce que nul ici n'a intérêt collectivement à ce que la France échoue ou n'avance suffisamment vite.

Le peuple français ne nous demande pas seulement de l'efficacité. L'efficacité c'est un instrument ! Et puis on peut être tout à fait efficace au service d'une mauvaise cause. Non, il nous demande ce que la philosophe Simone WEIL appelait l'effectivité. C'est-à-dire l'application concrète, tangible, visible des principes qui nous guident. Le refus d'être pris en défaut, et de clamer des principes dont nous ne poursuivons pas sans relâche l'application.

Le principe d'effectivité, c'est pour vous, pour moi, pour le gouvernement, de ne jamais cesser de se demander si nous sommes en pratique fidèles à nos principes, c'est-à-dire d'abord à la liberté, l'égalité, la fraternité.

Ce que nous avons à accomplir c'est une véritable révolution. Nous sommes ici, vous et moi pour renouer avec ce courage français qui ne se laisse pas distraire par ceux qui n'ayant su aller nulle part sont en quelque sorte revenus de tout.

Nous devons à chaque instant être à la hauteur de cet espoir français par l'engagement de tous. Car ne vous y trompez pas les forces adverses continuent d'être puissantes, non pas tant au Parlement où les oppositions légitimes s'expriment, non pas dans la rue, tout simplement dans les têtes.

En chacun de nous il y a un cynique qui sommeille. Et c'est en chacun de nous qu'il faut le faire taire, jour après jour en lui rappelant sans cesse le devoir qui est le nôtre, en lui rappelant sans cesse le moment que traverse notre pays. Et cela se verra. Alors nous serons crus. Alors nous rendrons le service que le peuple français attend de nous avec humilité. Alors nous resterons fidèles à cette promesse de nos commencements, cette promesse que nous tiendrons parce qu'elle est la plus grande, la plus belle qui soit : faire à l'homme, enfin, un pays digne de lui.

Vive la République ; vive la France.

Déclaration de politique générale de M. Edouard PHILIPPE, Premier ministreAssemblée nationale, mardi 4 juillet 2017

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés,

« Malgré un destin difficile, je suis, je reste toujours optimiste. La vie m'a appris qu'avec le temps, le progrès l'emportait toujours. C'est long, c'est lent, mais en définitive, je fais confiance. » Ces mots sont de Simone VEIL. Ils ont été prononcés en 1995 mais ils sont en vérité éternels et ils sont ceux de la France. Ils disent ce qu'il faut d'efforts et de courage pour que le progrès advienne. Ils disent aussi combien confiance et progrès ont partie liée.

Je veux, alors que je m'exprime depuis cette tribune devant la représentation nationale et après avoir cité Simone VEIL, vous parler d'une autre femme, d'une femme qui, à la fin de l'été 2003, poussait les lourdes portes d'une grande école parisienne, une jeune femme que rien ne prédestinait à entrer dans ce lieu, une jeune femme qui a grandi en Seine-Saint-Denis, suivi une scolarité dans des établissements situés en quartiers d'éducation prioritaire à Villetaneuse et à Saint-Ouen, une jeune femme dont les parents, chauffeur-bagagiste et aide-soignante, ne s'attendaient pas à ce qu'elle accède à cette grande école parisienne puis devienne avocate, puis travaille dans les cabinets les plus prestigieux, puis fonde son propre cabinet.

Cette jeune femme siège aujourd'hui sur vos bancs. Sa réussite est le produit de son travail, de son engagement, de sa ténacité. Elle la doit aussi à la décision d'un responsable public – en l'occurrence, le directeur de Sciences Po – qui avait, quelques années auparavant, bousculé son institution pour l'ouvrir à des formes d'excellence peut-être un peu moins classiques.

Une politique publique critiquée lorsqu'elle a été adoptée, copiée depuis et qui apparaît quelques années après, grâce au travail et à l'effort de ceux qui en bénéficient, comme un modèle, comme un progrès. C'est long, c'est difficile, mais ça marche et pas seulement pour cette jeune fille. Au moins deux d'entre vous ont bénéficié de cette politique publique audacieuse dont un jeune homme de Saint-Laurent-du-Maroni, un de ces benjamins de cette Assemblée qui sera peut-être une de ces grandes figures que la Guyane offre parfois à notre pays.

Des parcours individuels, certes, mais rendus possibles par une politique publique. Ainsi va la République ou plutôt ainsi devrait-elle aller. Je regarde cette Assemblée, je regarde ces bancs où je siégeais il y a quelques semaines encore, je vois un éleveur de la Creuse, agriculteur comme l'étaient son père, son grand-père et tellement d'autres avant lui, enraciné dans sa terre au point que le lieu-dit où il vit porte le nom de sa famille. Il s'est battu pour continuer à y vivre, pour défendre l'excellence de l'agriculture française.

Je vois une jeune femme officier qui a participé à deux opérations extérieures et a commandé une des compagnies de la brigade franco-allemande.

Je vois un autre de vos benjamins né au Rwanda quatre ans avant le génocide et recueilli par la République qui lui a offert son meilleur visage qui peut être fière de le voir aujourd'hui représenter la nation.

Je vois des sportifs de haut niveau, des entrepreneurs, des scientifiques, des militants du monde associatif.

Je vois même des matheux, des matheux qui, par leur talent et leur travail, constituent à la fois une fierté pour votre Assemblée et une fierté pour la France.

Je vois une Assemblée rajeunie, féminisée et largement renouvelée puisque 430 d'entre vous font leurs premiers pas dans cette enceinte. Une Assemblée qui porte l'héritage républicain et qui ressemble à la France.

Et c'est devant cette Assemblée renouvelée, Mesdames et Messieurs les Députés, que se présente un gouvernement paritaire, lui aussi profondément renouvelé par la diversité de ses origines – professionnelles et politiques – et que le président de la République m'a demandé de diriger.

Je mesure cet honneur. Je mesure la responsabilité aussi de la tâche qui est la mienne et je l'aborde avec beaucoup d'humilité, avec une humilité d'autant plus grande que pour préparer cette déclaration de politique générale, j'ai relu toutes celles de mes prédécesseurs. Je dis bien toutes, depuis celle de Michel DEBRÉ le 15 janvier 1959 jusqu'à celle de Bernard CAZENEUVE le 14 décembre dernier.

Tous ces discours étaient inspirés par les convictions les plus sincères, par un patriotisme digne d'éloges et par le sens de l'Etat le plus élevé. Il faut avoir le courage de le dire, même si c'est à contrecourant des idées reçues, la France n'a jamais manqué de responsables politiques compétents et souvent d'une exceptionnelle qualité. Je sais d'ailleurs ce que je dois à l'un d'entre eux, Alain JUPPE, et je voudrais ici lui rendre hommage.

De toutes ces déclarations de politique générale, deux m'ont particulièrement marqué. Je cite un extrait de la première : « De cette société bloquée, je retiens trois éléments essentiels : la fragilité de notre économie, le fonctionnement souvent défectueux de l'Etat, enfin l'archaïsme et le conservatisme de nos structures sociales. » Ces mots sont d'une actualité criante. Ils ont été prononcés le 16 septembre 1969 par Jacques CHABAN-DELMAS, il y a 48 ans. Beaucoup d'entre nous n'étions pas nés.

Le second est un peu plus récent, je le cite encore : « Nos priorités ne sont pas celles d'une moitié de la France contre l'autre moitié mais celles de tous les Français. Défaire ce que les autres ont fait, faire ce que d'autres déferont, voilà bien le type de politique dont les électeurs ne veulent plus. Nous ne demanderons à personne de nous rejoindre par intérêt ni de trahir ses convictions. » Il s'agit des mots de Michel ROCARD le 29 juin 1988, il y a quand même presque 30 ans.

ROCARD, CHABAN, deux personnalités éminentes, deux hommes d'Etat qui ont incarné deux courants essentiels de notre vie politique, le gaullisme et la social-démocratie. Deux hommes qui s'accordaient donc sur un constat et sur une méthode et pourtant, le diagnostic posé il y a 48 ans reste hélas valable, la méthode proposée il y a 30 ans demeure toujours une exigence mais trop rarement une réalité.

Et la France, à la différence de beaucoup de nations du monde, ne résout pas ses problèmes. En découle un sentiment mortifère où se mêlent désarroi, découragement, désenchantement et colère. Nous connaissons ce sentiment, nous le ressentons parfois nous-mêmes, nous connaissons sa puissance. Nos compatriotes l'ont exprimé et fortement lors de l'élection présidentielle par un réflexe d'abstention ou un vote d'exaspération.

Il faut comprendre ces angoisses, il faut entendre cette colère. Mais nos compatriotes ont aussi exprimé un espoir formidable en portant Emmanuel MACRON à la présidence de la République. Tandis que de grandes démocraties choisissaient le repli sur elles-mêmes, le dos tourné au monde, les Français, avec le président de la République, ont préféré l'esprit d'ouverture et de conquête. On leur proposait la nostalgie impuissante, ils ont préféré le courage d'affronter l'avenir. Ils avaient à choisir entre la colère et la confiance, ils ont exprimé leur colère mais ils ont choisi l'optimisme et le rassemblement.

Durant la campagne, depuis son élection et hier encore devant le Parlement réuni en Congrès, le président de la République nous a montré le cap. J'en suis heureux. C'est bien souvent d'un cap que nous avons manqué. Il nous a également indiqué la méthode pour y parvenir. Elle tient en trois points : dire la vérité, travailler avec toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté, obtenir des résultats concrets le plus rapidement possible. Ce cap est clair, il doit être tenu.

Les Français ont d'ailleurs, dans un souci de cohérence évident, donné au président et au gouvernement les moyens de suivre ce cap en désignant une majorité claire et incontestable. Cette majorité claire, nul ne la prend pour un blanc-seing. Elle implique au moins autant de devoirs que de droits. Que le gouvernement puisse fonder son action sur une majorité forte est une bonne chose, qu'il ait toujours à l'esprit que l'intérêt général ne se réduit jamais à aucune fraction du peuple français, fût-elle majoritaire, en est une bien meilleure encore.

Mais la France doit avancer. Il y a dans notre cher et vieux pays une envie, une énergie, un espoir qui transcendent les courants politiques et voilà bien qui ne devrait surprendre personne. Les Français nous ont habitués à travers les âges à ces sursauts collectifs et à ces retours de confiance alors même que tout semblait bloqué, voire perdu. En 2017, les Français nous ont dit qu'ils voulaient que la France redevienne enfin elle-même, confiante, courageuse et conquérante.

Pour redevenir elle-même, la France doit rétablir la confiance et d'abord la confiance des Français en l'action publique. Je parle bien de confiance et pas de morale. Je ne serai pas l'arbitre des élégances et je n'aime pas le mélange des genres.

Je ne suis pas non plus un inconditionnel de l'absolue transparence qui tourne vite au voyeurisme et à l'hypocrisie. Je crois au vieux mot romain de « vertu » qui recouvre à la fois l'honnêteté, la rectitude et le courage.

nous avons fait des progrès en la matière depuis trente ans. Sous la pression souvent mais de façon très nette, les règles de financement des partis politiques et des campagnes électorales sont aujourd'hui bien plus strictes et bien plus saines qu'il y a trente ans.

Assumons ces progrès, ils ne comptent pas pour rien.

Je veux le dire clairement nous ne devons jamais laisser discréditer ceux qui ont fait le choix honorable de consacrer une partie de leur vie au service de leurs concitoyens et à la chose publique. Mais dans leur intérêt même il faut encore agir, car il y a à l'évidence mesdames et messieurs les députés des pratiques qui ont été longtemps tolérées et que le peuple français n'accepte plus.

Il s'agit de fixer le cadre qui permettra d'assainir notre vie publique et de rétablir la confiance des Français tout en posant des règles claires pour les élus.

C'est l'objet du premier projet de loi qui vous a été soumis ; comme le président de la République l'a indiqué hier nous lancerons également dans l'année les réformes institutionnelles indispensables à la modernisation de notre démocratie.

J'insisterai en particulier sur la réforme de la Justice. Dans un Etat de droit rien n'est possible sans une justice forte. Si elle est lente, lointaine ou inégalitaire, ou même seulement trop complexe, la confiance se trouve fragilisée.

a réforme constitutionnelle renforcera l'indépendance des magistrats. Dès 2018 une loi quinquennale de programmation des moyens de la justice sera présentée au Parlement. Cette loi permettra à la Garde des Sceaux d'engager un vaste mouvement de dématérialisation, de simplification et de réorganisation. Avoir confiance dans la justice c'est pouvoir y recourir simplement et savoir qu'elle tranchera rapidement, en particulier sur les infractions les plus graves : lutter contre le terrorisme, la grande criminalité, la fraude organisée, les violences et notamment celles faites aux plus fragiles.

Les peines seront renforcées, tandis que d'autres incivilités pourront faire l'objet de contraventions plutôt que de procédures plus lourdes mais trop souvent dépourvues des faits.

La construction de 15 000 places de prison est un engagement fort du président de la République, il sera tenu. Parce que ne pas pouvoir incarcérer ceux qui doivent l'être est inadmissible. Mais aussi parce qu'il nous faut traiter dignement les détenus. C'est essentiel pour ne pas transformer les prisons en incubateur des violences de demain, mais c'est essentiel pour nous car c'est aussi notre dignité qui est en jeu.

Nous ferons donc ce qui doit être fait sans oublier jamais que la prison n'est pas une fin en soi et qu'il est nécessaire d'utiliser l'ensemble des sanctions prévues par le code pénal. Le recours à l'enfermement ne doit pas traduire une paresse de l'esprit qui s'interdirait de réfléchir au sens de la peine, à la nécessité d'empêcher la récidive, à l'obligation de préparer la réinsertion.

Rétablir la confiance c'est aussi rassurer les Français sur le futur de la Sécurité sociale. La Sécurité sociale est une partie de nous-mêmes. Elle est comme le veut une belle formule « le patrimoine de ceux qui n'en ont pas ». Mais alors si tel est le cas traitons-la comme un véritable patrimoine, en l'entretenant, en la préservant, en la rénovant. C'est vrai pour notre système de santé. Les Français y sont attachés parce que, à juste titre, ils font confiance à leur médecin et aux professionnels de santé et à l'hôpital qui reste un pôle d'excellence française.

Mais ils constatent aussi que le système est mal coordonné, que la répartition entre urgence et consultation, entre soins de ville et soins hospitaliers n'est pas optimale, que l'on évite au fond ni l'exclusion des soins, ni l'accroissement des inégalités.

La prévention sera le pivot de la stratégie nationale de santé discutée à l'automne.

Des maladies que l'on croyait éradiquées se développent à nouveau sur notre territoire. Des enfants meurent de la rougeole aujourd'hui en France. Dans la patrie de PASTEUR ce n'est pas admissible. L'an prochain, les vaccins pour la petite enfance, qui sont unanimement recommandés par les autorités de santé, deviendront obligatoires.

En matière de lutte contre le tabac là encore il nous faut assumer des choix courageux. Chaque année le tabac en France entraîne plus de 80 000 décès. C'est la première cause de mortalité évitable et la consommation quotidienne de tabac augmente chez les adolescents. Ne rien faire est exclu, nous porterons progressivement le prix du paquet de cigarettes à 10 euros en luttant sans merci contre les trafics qui minent cette politique de santé autant qu'ils fragilisent ceux qui respectent la loi.

Nous créerons un service sanitaire pour les étudiants des filières de santé, pour leur permettre d'intervenir dans les écoles et les entreprises pour des actions de prévention.

Mais prévenir ne suffit pas. Il nous faudra aussi revoir la manière dont est organisé notre système de soins. Nos professionnels de santé sont compétents et dévoués. Mais leur action est trop souvent entravée par les rigidités de nos structures, les carcans administratifs, le fonctionnement en silos.

Il faut donc bâtir des parcours de soin en favorisant l'interconnexion des professionnels de santé et la circulation de l'information au bénéfice du patient, en mettant en place de nouvelles incitations et de nouveaux modes de rémunération, en mesurant la qualité des soins et en la faisant connaître. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale traduira cette ambition dès cette année.

Notre stratégie de santé devra aussi permettre de garantir un égal accès aux soins. Pas seulement en droit mais surtout dans les faits.

La ministre de la Santé prépare, pour le mois de septembre prochain, un plan de lutte contre les déserts médicaux en bonne intelligence avec les collectivités territoriales et les acteurs du monde de la santé. En la matière, la télémédecine offre des opportunités formidables, nous les favoriserons.

Enfin notre stratégie de santé devra rompre le cercle vicieux du renoncement aux soins. D'ici la fin du quinquennat tous les Français auront accès à des offres sans aucun reste à charge pour les lunettes, les soins dentaires et les aides auditives.

Rétablir la confiance c'est savoir que nous serons tous ici, tous, jugés sur la façon dont nous nous comportons avec les plus faibles. Pas seulement pour changer le regard que la société porte sur eux, sur le handicap, sur les personnes âgées, sur les plus pauvres, mais aussi pour reconnaître tout ce que nous pouvons recevoir d'eux.

Nous revalorisons dès 2018 l'Allocation adulte handicapé et le minimum vieillesse ; nous simplifions les procédures pour les titulaires de droits sociaux qui souvent, par désespoir ou par ignorance, ne les réclament plus.

Nous renforcerons notre action en matière de lutte contre la pauvreté en insistant particulièrement sur les familles comprenant de jeunes enfants. Ces efforts financiers sont nécessaires et ils ne seront pas suffisants. Il nous faut aussi reconnaître et soutenir les solidarités familiales affectives et financières.

Les familles sont de plus en plus diverses, mais leur rôle reste central. La génération de mes grands-parents a été la première à bénéficier de la retraite ; la génération des mes parents est la première à bénéficier de la retraite tout en ayant assumé une partie de l'aide à ses propres parents.

Le changement de civilisation et majeur, il ne me paraît pas suffisamment pris en compte ; la baisse de la natalité de son côté, réelle depuis deux ans, doit nous alerter.

Nous cesserons donc de considérer les familles comme de simples variables d'ajustement fiscal. La ministre de la Santé et des Solidarités présentera des mesures améliorant le congé maternité et les solutions de garde d'enfant ; c'est aussi une mesure qui s'inscrit dans la grande cause nationale de l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'inclusion des personnes en situation de handicap constituera une des priorités du quinquennat. C'est à une mobilisation nationale que j'appelle sous l'impulsion du président de la République et sous la conduite de la secrétaire d'Etat. Les personnes en situation de handicap et celles qui les accompagnent ont droit à la solidarité nationale. Elles ont besoin de bien plus encore, et elles peuvent nous apporter davantage.

Un enfant handicapé scolarisé ce n'est pas simplement une histoire d'argent ni même de justice, c'est une chance pour l'ensemble de ses camarades. Une entreprise ou une collectivité territoriale qui embauche plutôt que de payer une taxe c'est une communauté de travail plus forte et plus motivée.

Les moyens ne pourront pas être illimités, mais l'énergie que nous y mettrons ne sera pas comptée.

Rétablir la confiance est aussi affermir le lien entre l'Etat et les territoires. Nous ne sommes plus à l'époque où la République, encore mal affirmée, n'imaginait son unité qu'au prix de l'uniformité. Les jardins à la française ont leur charme mais ils se prêtent assez peu au foisonnement d'initiatives dont le pays a besoin et auxquels les collectivités sont prêtes.

Comme l'a réaffirmé le président de la République hier, nous voulons donner aux libertés locales toutes leurs forces. La liberté de s'organiser d'abord en développant les communes nouvelles ou les regroupements de départements dès lors que les fusions ne sont pas contraires à l'intérêt général.

La liberté d'exercer ses compétences ensuite, osons les expérimentations, ne décrétons pas depuis Paris la fin du millefeuille territorial, mais incitons les territoires à adapter localement leur organisation pour que partout où c'est possible nous puissions tendre vers deux niveaux seulement d'administration locale en-dessous du niveau régional.

Pourquoi ne pas permettre non plus sur la base du volontariat à certaines collectivités d'exercer des compétences pour le compte d'un autre niveau comme par délégation.

En matière de finances locales, nous engageons avec les collectivités territoriales des discussions indispensables car si chacun bien sûr doit contribuer à l'effort de redressement de nos comptes publics, cela doit se faire dans le dialogue et le respect et avec la prévisibilité nécessaire à toute bonne gestion.

C'est dans ce cadre que nous engagerons la concertation sur la réforme de la taxe d'habitation qui doit contribuer d'ici la fin du quinquennat à rendre du pouvoir d'achat à l'immense majorité de nos concitoyens.

Je sais cette réforme attendue par les contribuables mais redoutée par les élus. La taxe d'habitation est aussi nécessaire aux budgets locaux qu'elle est injuste dans son calcul et son évolution pour les contribuables ; et qui ne peut dire le contraire !

Améliorer le dispositif pour les collectivités tout en redonnant du pouvoir d'achat pour les citoyens est un objectif qui devrait nous réunir ; rétablir la confiance c'est aussi éviter de creuser un fossé entre deux France que certains voudraient opposer mais qui ne peuvent ni vivre, ni réussir l'une sans l'autre : la France des métropoles mondialisées et la France périphérique.

C'est tout l'objectif de la conférence nationale des territoires dont la première réunion se tiendra à mi-juillet. Nous y proposerons un pacte pour les collectivités pour les accompagner dans la transition écologique et pour les accompagner dans la transition numérique notamment en garantissant un accès au très haut débit au plus tard d'ici 2022 partout en France.

Mais notre gouvernement n'est pas celui des machines, il est d'abord celui des hommes. Il y a des Français qui n'ont pas de GPS, pas de box connectée, dont le téléphone sert à téléphoner et c'est tout. Il y a des citoyens qui sont broyés et ignorés par ce monde technique.

Le fossé s'agrandit, et il n'est pas que générationnel, il est social et il est parfois géographique. Nos services publics, le monde associatif doivent accompagner ces évolutions et ces révolutions numériques ; nous les y aiderons.

De même il y a des votes protestataires qui se sont exprimés en métropole comme en Outre-mer. Il faut les entendre. Il y a aussi un vote identitaire qui s'est notamment exprimé en Corse ; on peut être comme je le suis intransigeant sur les principes républicains sans être pour autant ignorant des diversités et des aspirations à la reconnaissance.

La France est partout dans le monde grâce à ses Outre-mer, sur tous les continents et dans tous les océans du globe. Voilà une richesse, voilà une chance, voilà aussi un défi. Les assises de l'Outre-mer seront l'occasion pour l'ensemble du gouvernement d'être à l'écoute des attentes de chaque territoire, et de concevoir ensemble les plans de convergence prévus par la loi pour l'égalité réelle des Outre-mer. Pour ce qui concerne l'avenir de la Nouvelle Calédonie, cette mandature sera celle de l'aboutissement de l'accord de Nouméa signé il y a vingt ans. S'il n'est pas saisi d'ici mai prochain par le Congrès le gouvernement comme le prévoit la Constitution organisera la consultation pour l'accession à la souveraineté au plus tard en novembre 2018. L'Etat jouera pleinement son rôle d'acteur et de garant de ce processus pour conforter le destin commun inscrit dans le préambule de l'accord. C'est un engagement personnel que je prends ici, honoré de reprendre le flambeau de Michel ROCARD et de quelques autres après lui.

La confiance enfin c'est tout ce qui nous rassemble, la France est une nation et une nation n'est ni une juxtaposition de territoires ni une addition de communautés ni encore moins une somme d'individus. Une nation est une adhésion à des valeurs, à une histoire, à une géographie, c'est une culture qui s'assume et qui se transmet. Etre Français c'est reconnaître des valeurs et partager une culture. C'est reconnaître que la laïcité est une exigence pour la puissance publique, celle de la neutralité absolue à l'égard des cultes. C'est aussi rappeler qu'elle est surtout pour chacun sur le territoire de la République une liberté, la liberté de conscience individuelle, la liberté de croire ou de ne pas croire, la liberté de pratiquer un culte ou de n'en suivre aucun. Le gouvernement n'acceptera pas que ce principe fondateur soit attaqué, remis en cause ou instrumentalisé. Il le fera respecter sans outrance en se gardant de provoquer mais avec une fermeté qui repose sur l'idée simple que la laïcité est au fond une condition de ce que nous sommes, la France.

Ce qui nous rassemble c'est aussi la culture, c'est notre langue, c'est notre patrimoine, c'est ce que nous partageons, c'est ce qui fait que la France est admirée et aimée dans le monde, c'est ce que déteste les porteurs de haine qui à plusieurs reprises ont attaqué notre pays. Et s'ils détestent autant cette culture et ce mode de vie, s'ils haïssent les dessins, les livres, la musique et les spectacles c'est qu'ils savent que ceux-ci sont une source inépuisable de réflexion, d'émancipation et de bonheur, ils savent qu'ils sont libérateurs. Ne nous y trompons pas, la formation dès le plus jeune âge à la culture et à la création rend libre et en les familiarisant avec la longue histoire des arts, en leur faisant découvrir les lieux de culture, en leur apprenant à décrypter l'époque et à découvrir notre héritage nous élevons l'âme de nos enfants et nous renforçons la cohésion de notre pays. De concert les ministres de l'Education nationale et de la Culture feront de ce chantier une priorité commune.

De même, lire rend libre, plus encore que sous les ors des palais la République vit dans ses bibliothèques, nous voulons rester, redevenir peut-être même une nation de lecteurs en nous inspirant des initiatives remarquables menées par de nombreuses associations ou de nombreuses collectivités territoriales. Accéder aux œuvres et à la création rend libre, notre époque bouleverse les modes de diffusion des œuvres, c'est à la fois une chance et un défi. Profitons-en pour faciliter le plus large accès possible aux biens culturels avec notamment la création d'un « pass culture » pour les jeunes comme l'a proposé le président. Mais ouvrons aussi le débat avec les acteurs géants du numérique dans le cadre européen pour assurer aux artistes les moyens de vivre de leurs créations et pour participer au financement de cet accès aux œuvres. Mesdames et Messieurs les Députés, la France peut renouer avec la confiance, elle en a, j'en suis certain, les moyens, elle en a, j'en suis convaincu, l'envie, elle doit aussi en avoir le courage, le courage, voilà le deuxième grand axe qui organise le travail du gouvernement. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas du courage du gouvernement, de la majorité ou du Parlement, il s'agit du courage dont nous devons collectivement nous Français faire preuve pour être à la hauteur des enjeux. Les Français sont courageux, ils l'ont été face au terrorisme, pas seulement les policiers, les gendarmes, les militaires ou les douaniers qui luttent contre cette menace et qui en sont trop souvent les cibles, tous les Français. Face au danger ils n'ont pas voulu changer leurs habitudes, encore moins renoncer à leurs valeurs. Il y a dans notre pays une forme de courage tranquille mais réel dont nous pouvons être fiers.

La menace est partout, diffuse, pas un mois ne passe sans que des projets ne soient écartés ou des actes empêchés. Ayons en cet instant une pensée pour les victimes, plus de 200 tués sur notre sol, des centaines de blessés, pour leurs proches qui doivent apprendre à vivre avec la douleur, avec la peine et avec l'absence. Je veux rendre hommage à tous ceux que nous voyons, policiers, gendarmes, militaires de l'opération Sentinelle veiller chaque jour sur notre sécurité, à ceux qui combattent sur les théâtres d'opérations extérieures, au Sahel ou au Levant, et à tous ceux que nous ne voyons pas et que nous ne connaissons jamais, nos soldats de l'ombre dont nous pouvons être fiers, beaucoup sont tombés au service de notre liberté.

Je veux leur dire à tous que nous leur donnerons les moyens de nous défendre, comme s'y est engagé le président de la République une loi de programmation militaire sera adoptée dès 2018, elle portera l'effort de dépenses à 2 % du PIB d'ici 2025 et permettra à la France de se battre sur tous les fronts. Mais je tiens à vous le dire sans détour, il y aura d'autres attaques, d'autres drames, d'autres vies innocentes fauchées, nous ne nous y habituerons jamais et nous ne baisserons pas la garde, à l'image des Français nous affronterons cette menace avec une calme et une froide détermination. Nous lutterons contre le terrorisme avec la plus extrême dureté sans renier ce que nous sommes, un Etat de droit et qui plus est la République française.

Une République, Mesdames et Messieurs les Députés, qui ne peut pas vivre dans un état d'urgence permanent, c'est pourquoi le président de la République nous a demandé de préparer la sortie de l'état d'urgence au plus tard le 1er novembre prochain avec un projet de loi renforçant l'efficacité de notre arsenal législatif contre le terrorisme sous le contrôle rigoureux du juge. En parallèle, le ministre de l'Intérieur et la garde des Sceaux travailleront ensemble pour faire reculer l'insécurité. Au printemps 2018, après des expérimentations, ils porteront ensemble un projet de réforme reposant sur des procédures simplifiées afin que les forces de sécurité soient libérées de la complexité administrative, établir une véritable police de sécurité au quotidien, c'est aussi une condition pour rétablir la confiance.

Le courage c'est aussi de regarder en face le défi migratoire, la pression qui s'exerce aux frontières, dans les Alpes-Maritimes, dans le Calais, à Mayotte, en Guyane, qui s'exerce aussi au cœur même du territoire national comme à Paris crée des tensions considérables et lourdes de dangers pour l'ordre public. Cette pression ne faiblira pas, les conflits et l'insécurité économique au Moyen-Orient et en Afrique, les risques liés au climat, les réseaux qui prospèrent en exploitant le malheur et la misère, tout contribue à l'alimenter. Face à cette situation, la France s'est révélée incapable de remplir ses obligations juridiques ou morales, les demandeurs d'asile relevant effectivement de la convention de Genève attendent l'octroi d'un statut durant de longs mois et dans des conditions parfois honteuses, les autres qui sont en réalité des migrants économiques sont rarement éloignés quand ils sont déboutés.

la semaine prochaine, le gouvernement présentera des mesures qui répondront à trois exigences : une exigence de dignité pour que la France honore sa tradition d'accueil des réfugiés, une exigence d'efficacité pour réduire les délais moyens d'instruction des demandes d'asile de 14 à six mois et obtenir l'éloignement effectif des déboutés du droit d'asile, une exigence de solidarité et de responsabilité, avec nos partenaires européens nous ferons aboutir la réforme du régime européen de l'asile et mènerons une action en direction des pays d'origine et de transit. Il s'agit, Mesdames et Messieurs les Députés, comme je l'ai dit il y a quelques jours aux préfets que j'ai réunis avec monsieur le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de voir le monde tel qu'il est sans renoncer à ce que nous sommes. Accueillir, oui, bien sûr, aider, oui, évidemment, subir, non, jamais.

Le courage c'est aussi de regarder les choses en face et de préparer l'avenir, parlons donc de l'école. Je suis par mon histoire personnelle un pur produit de l'école publique, deux fois fil de profs, je dois une bonne partie de ce que je suis à mes maîtres, à leur attention, à leur persévérance et à leur capacité à m'inspirer. Nous connaissons tous le dévouement des enseignants, la passion qui les anime et le rôle qu'ils jouent pour nos enfants. Et pourtant, et pourtant toutes les études le démontrent, nous formons très bien les très bons mais nous creusons les inégalités et le niveau moyen de nos élèves n'est pas à la mesure de notre grand pays. Notre système laisse sortir chaque année encore près de 100.000 jeunes sans qualification, nous dépensons bien moins que nos voisins dans le primaire où pourtant tout se joue, nous dépensons bien plus que les autres pays pour le lycée notamment parce que notre système est rigide et conçu autour du baccalauréat. Mais nous conduisons 60 % 60 %, Mesdames et Messieurs les Députés, de bacheliers à l'échec en licence. Enfin, scandale absolu, scandale absolu, des bacheliers y compris parmi les plus méritants se retrouvent exclus par tirage au sort des filières universitaires qu'ils ont choisies. Où est l'égalité ? Où est le mérite ? Où est la République ? Nous ne pouvons plus accepter.

Je ne reviendrai pas sur les mesures déjà annoncées par le ministre de l'Education pour l'école et pour le collège, elles se concentrent sur l'acquisition des savoirs fondamentaux, le soutien aux élèves et l'autonomie des établissements et elles seront en vigueur dès la rentrée prochaine. Quant au baccalauréat, nous le ferons profondément évoluer, une concertation sera lancée dès la rentrée prochaine pour resserrer les épreuves finales autour d'un petit nombre de matières et définir ce qui relève du contrôle continu. Nous aboutirons avant septembre 2018 pour une mise en œuvre complète de cette réforme pour le bac 2021.

Notre ambition est forte aussi pour la filière professionnelle, le lien entre le lycée professionnel et le monde de l'entreprise par l'alternance ou par l'apprentissage doit être resserré. Le lycée professionnel doit aussi être mieux intégré avec les filières post-bac courtes que sont le BTS et les licences professionnelles. Des diplômes de qualification à bac+1 pourront également être proposés après le baccalauréat professionnel. Nos grandes universités doivent également continuer à se transformer avec l'appui des organismes de recherche, elles doivent continuer à gagner en autonomie, travailler en réseaux et se rapprocher du monde économique. C'est dans leurs laboratoires que se construisent l'intelligence collective et la croissance économique de demain. Les efforts d'investissements ne seront pas relâchés, nous avons besoin d'universités fortes ou formation, recherche et innovation irriguent notre culture et notre économie. Nos universités vont connaître un choc démographique dont nous devons tous nous réjouir mais qui n'est pas neutre, chaque année ce sont 40.000 étudiants supplémentaires qu'il nous faudra accueillir mais nous n'avons pas le droit d'orienter des générations entières dans des formations inadaptées et sans débouchés. Il est temps d'offrir à nos lycéens des contrats de réussite étudiante qui leur indiquent les pré-requis pour réussir dans la filière visée, nous le ferons dès la rentrée 2018. Il faut aussi garantir un réel droit au retour à l'université tout au long de sa carrière pour compléter et valider en milieu académique les acquis de l'expérience.

Notre jeunesse a soif de cause, on n'y répondra pas par des taux de croissance ou par des procédures, la jeunesse veut s'élever, au siècle dernier elle a eu trop d'occasions de verser son sang. Le front aujourd'hui est social, environnemental et mondial, il appelle la mobilisation de la jeunesse non pour combattre mais pour construire, partager, déverser le fruit de ses connaissances et de son enthousiasme. C'est aussi pour préparer nos enfants à ce monde qui vient, à cette France que nous voulons grande et belle, juste et forte que le gouvernement mettra en place un nouveau service national conformément aux engagements du président de la République. La réflexion sur les formes qu'il prendra sera conduite avant la fin de l'année 2017.

Le courage c'est aussi de rénover enfin notre modèle social. Nous sommes dans notre pays fortement et légitimement attachés à l'égalité, égalité devant la loi, égalité des droits. Pourtant, nous sentons bien aujourd'hui que cette égalité est malmenée, le code du travail est le même pour tous mais le niveau de protection n'est pas le même dans les grands groupes, dans les PME ou pour celui qui accumule des CDD. Et nous savons aussi que chacun aspire à notre époque à plus de libertés, liberté de choisir sa carrière professionnelle, de changer de métier, liberté de créer, liberté d'entreprendre, liberté de concilier sa vie professionnelle et sa vie personnelle.

Les catégories traditionnelles qui ont structuré notre vie sociale s'effritent. Frontière entre salariat et travail indépendant, rôle de la loi et du contrat, répartition de la valeur. Tout cela est profondément bouleversé par l'impact conjugué de la mondialisation et de la révolution numérique.

Voilà pourquoi nous voulons rénover notre modèle social, pour qu'il crée des protections véritablement efficaces au lieu de les garantir seulement sur le papier. Pour qu'il accompagne celui qui veut prendre un risque, au lieu d'être seulement tourné vers celui qui est déjà installé.

Dès le 6 juin dernier, j'ai défini avec le ministre du Travail et nous avons partagé avec les partenaires sociaux la feuille de route de cette rénovation sociale. Elle tient en quatre points : Renforcer le dialogue social dans l'entreprise et dans les branches, redonner du pouvoir d'achat aux actifs, sécuriser les parcours professionnels, rendre notre système de retraite plus juste et plus lisible.

Nous voulons avancer vite, car l'urgence sociale est forte. Mais nous avançons sans précipitation. Nous sommes encore dans le temps de la concertation avec les partenaires sociaux. Cette semaine, commencera le temps du débat parlementaire avec l'examen du projet de loi

d'habilitation pour le renforcement du dialogue social. A la fin de l'été, viendra le temps de la décision, lorsque les ordonnances seront publiées.

Dès octobre, nous engagerons les chantiers du renforcement de la formation professionnelle, de l'ouverture de l'assurance chômage aux démissionnaires et aux travailleurs indépendants et de la refonte de l'apprentissage. Nous aurons, là aussi, de vraies discussions avec les partenaires sociaux et nous présenterons un projet de loi et un plan d'actions au printemps 2018.

Nous appliquerons la même méthode à la rénovation de notre système de retraite pour le rendre plus juste et plus transparent, pour qu'un euro cotisé ouvre les mêmes droits pour tous. Nous prendrons le temps du diagnostic, de la concertation et de la négociation et nous fixerons le cadre de la réforme fin 2018.

Entre temps, nous aurons rendu du pouvoir d'achat aux salariés, la suppression des cotisations salariales sur l'assurance maladie et l'assurance chômage, financée par un transfert sur la CSG, redonnera, dès 2018, du pouvoir d'achat à plus de 20 millions d'actifs. Cela représente, Mesdames et Messieurs, 250 euros par an au niveau du SMIC, 250 euros par an au niveau du SMIC. Nous augmenterons aussi la prime d'activité, car le message aux Français est clair : le travail doit payer.

Le courage, enfin, c'est de faire face à la vérité sur notre situation financière. Dès ma prise de fonction, j'ai voulu disposer d'une vision nette de la situation de nos comptes publics. Le constat est grave : 8 milliards d'euros de dépenses non financées, notre dette atteint un niveau insupportable, 2 147 milliards d'euros. Chaque année, Mesdames et Messieurs, chaque année, la France dépense 42 milliards d'euros pour rembourser ses intérêts. 42 milliards, c'est plus que l'intégralité du budget que nous consacrons à notre Défense nationale, c'est cinq fois le budget de la Justice.

Cette dette nous met à la merci des marchés financiers, ce qui a l'air de ne poser de problèmes à personne, dont les fluctuations décident de plus en plus de notre avenir. Si une nouvelle crise survenait, nous n'aurions plus de marges de manœuvre. Si les taux d'intérêts augmentaient d'un point – ils augmentent un jour – c'est l'équivalent du budget de l'Enseignement supérieur qui partirait en fumée.

Pourtant, nous continuons à dépenser plus que nos recettes. Je n'aime pas raisonner en pourcentage du PIB, 2,8-3,2, nous avons anesthésié nos compatriotes à force de parler comme des comptables. Mais la vérité, c'est que quand nos voisins Allemands prélèvent 100 euros en impôts et en dépensent 98, nous en prélevons 117 et en dépensons 125. Qui peut penser que cette situation est durable ?

Mesdames et Messieurs, sous le regard inquiet des Français, nous dansons sur un volcan qui gronde de plus en plus fort. Certains continuent pourtant à nier l'évidence. « Combien de fois un homme peut-il tourner la tête en prétendant qu'il ne voit pas ? » Aurait demandé le Prix Nobel de Littérature de l'année 2017.

Il y a une addiction française à la dépense publique. Comme toute addiction, elle ne règle rien du problème qu'elle est censée soulager. Comme toute addiction, elle nécessitera de la volonté et du courage pour s'en désintoxiquer.

Mesdames et Messieurs les Députés, les Français ne croient pas aux solutions simplistes. Qu'il s'agisse de la sortie de l'euro ou de l'annulation de la dette. Ils voient bien que tous nos partenaires européens ont fait l'effort de réduire leurs dépenses après la crise financière. Tous sauf nous. Ils savent qu'il est indigne de demander à leurs enfants de rembourser demain ce qu'eux-mêmes ne peuvent pas se payer aujourd'hui. Mon objectif est de ramener le déficit sous la barre des 3 % dès 2017 et de conduire notre stratégie de finances publiques autour de trois règles simples : faire baisser la pression fiscale d'un point de PIB sur cinq ans, faire baisser la dépense publique de 3 points de PIB sur la même période, agir en donnant de la visibilité aux acteurs.

Je veux d'abord rassurer nos concitoyens : les contribuables ne seront pas la variable d'ajustement du budget. Au contraire. Au contraire. Au contraire, les prélèvements obligatoires baisseront de 20 milliards d'euros d'ici 2022. La France ne peut demeurer à la fois la championne de la dépense publique et la championne des impôts.

S'agissant de la dépense publique, l'objectif du Gouvernement est ambitieux, c'est de faire en sorte qu'elle soit stable, hors inflation en 2018 par rapport à 2017. Stable : on ne dépensera pas plus en 18 qu'en 17. Tous les autres Etats l'ont fait. Depuis longtemps. Tous les autres Etats l'ont fait depuis longtemps, voire ont baissé leurs dépenses. Mais cela n'a été fait qu'une seule fois en France, et encore, il s'agissait de supprimer les mécanismes conjoncturels de soutien qui avaient été institués pendant la crise.

Disons la vérité aux Français : pour atteindre ces objectifs sur la dépense publique, il va falloir agir sur trois leviers. D'abord, stopper l'inflation de la masse salariale du secteur public qui représente le quart de nos dépenses publiques. Ensuite, si nous voulons financer nos priorités et ne pas continuer à paupériser l'Etat, nous devons choisir et remettre en cause certaines missions, faire bien ce que nous devons faire, arrêter de faire ce que d'autres font mieux que nous. Aucun ministère, aucun opérateur, aucune niche fiscale ne sera sanctuarisé. Partout, nous chasserons la dépense inefficace et le saupoudrage de crédits.

Enfin, repenser les politiques publiques qui pèsent sur nos actifs, sans suffisamment de résultats. Nous dépensons deux fois plus que nos voisins Européens dans l'aide au logement et les Français éprouvent toujours autant de difficultés à se loger. Cet écart entre le niveau de dépenses et la faiblesse des résultats, les Français le constatent également dans la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. Mesdames et Messieurs, la France est dans les cordes et aucune esquivance ne nous sauvera. J'ai conscience d'appeler à l'effort et au courage. Pour être entendu, il faudra agir de manière juste, transparente et dans la durée, en donnant de la visibilité aux gestionnaires publics et aux Français.

Dès cette semaine, le ministre de l'Action et des Comptes publics réunira l'ensemble des administrations publiques, pour dessiner une trajectoire et une méthode globale de redressement financier. La Conférence des territoires permettra, pour sa part, d'approfondir la concertation avec les collectivités territoriales.

Dès la rentrée, le Gouvernement présentera à la fois le budget 2018 et une loi de programmation des finances publiques qui portera sur la durée complète du quinquennat.

Cette trajectoire devra remettre la Sécurité sociale à l'équilibre à l'horizon 2020. Nous devons, d'ici là, définir de nouvelles règles permettant de proscrire dans la durée le déficit de nos comptes sociaux.

enfin, nous devons préserver les équilibres de notre système de retraite, tout en le rendant plus juste et plus lisible. Les nouvelles prévisions du Conseil d'orientation des retraites nous y invitent avec insistance, puisqu'elles indiquent que le retour à l'équilibre, un temps prévu pour 2025, ne pourrait finalement intervenir qu'en 2040.

Pour atteindre ces objectifs, nous devons engager une véritable transformation de l'Etat et de nos services publics.

Elle sera progressivement déclinée par ministère, en plusieurs vagues, d'ici le printemps 2018, en associant les usagers, les agents et, évidemment, les Parlementaires.

Nous mettrons évidemment le paquet sur la transformation numérique. Fixons-nous un objectif simple : avoir des services publics numériques de même qualité que ceux du secteur marchand. Pour ce faire, nous mettrons en place une plateforme numérique et demanderons à chaque administration d'y loger ses applications. Un « compte citoyen en ligne » sera le nouveau lien entre les Français et leurs administrations. Certains diront que c'est trop compliqué, trop ambitieux. J'étais, avec un certain nombre de membres du Gouvernement, en Estonie la

semaine dernière, eux l'ont fait. Il ne me paraît pas qu'il soit beaucoup plus agiles ou que nous soyons beaucoup moins adroits. Cette transformation de l'action passera aussi par une confiance accrue accordée aux fonctionnaires et une modernisation de leur cadre d'action. Je veux leur dire ma fierté de les diriger, mon respect et ma reconnaissance.

Restaurer la confiance, prendre courageusement les décisions que la situation impose, tout cela est nécessaire pour retrouver l'esprit de conquête auquel nous appelle le Président de la République.

La France, Mesdames et Messieurs les Députés, la France doit être à nouveau conquérante.

Dans le domaine économique d'abord. Depuis trop d'années, nous nous résignons à ce que la France tourne au ralenti. Nous nous résignons au chômage de masse. Notre économie ne produit pas assez de revenus, elle ne crée pas assez d'emplois, elle ne donne pas assez de chances à nos enfants.

Au cours des années 2000, nous étions le premier pays d'accueil des investissements étrangers en Europe continentale. Depuis 2010, nous sommes derrière l'Allemagne. En termes d'exportations, nous sommes le seul des grands pays de la Zone Euro à avoir une balance du commerce extérieur déficitaire en 2016, alors qu'elle était bénéficiaire jusqu'au début des années 2000.

Surtout, l'économie française croît désormais structurellement moins vite que la moyenne de la Zone Euro. Cela n'est pas acceptable. Avec les réformes que nous vous proposons, nous voulons redevenir les premiers, en termes d'attractivité, de croissance et de créations d'emplois. Une économie attractive, c'est une économie où les charges ne viennent pas freiner le dynamisme de ceux qui créent de la richesse. Les entreprises doivent retrouver l'envie de s'installer et de se développer sur notre sol plutôt qu'ailleurs. J'annoncerai dans les tous prochains jours, avec la maire de Paris et la présidente de la région Ile-de-France, des mesures fortes pour améliorer l'attractivité de la place de Paris. Pour favoriser l'embauche, nous baisserons le coût des charges qui pèsent sur le travail, en particulier pour les salaires proches du SMIC. Le CICE sera transformé en un allègement de charges qui seront nulles au niveau du SMIC.

La réforme entrera en vigueur au 1er janvier 2019.

Le taux de l'impôt sur les sociétés sera réduit par étapes de 33,3 % aujourd'hui à 25 % d'ici 2022. Il convergera ainsi vers la moyenne européenne. La loi de finances pour 2018 précisera sa trajectoire de baisse justement pour donner de la visibilité aux entreprises.

Nous voulons aussi alléger les contraintes qui pèsent sur nos entrepreneurs, en particulier sur les indépendants et les TPE-PME. Des mesures de simplification réglementaire seront prises et nous engagerons en 2018 la suppression du régime social des indépendants que nous adosserons au régime général.

Une économie conquérante, c'est également une économie qui investit dans l'avenir. Il faut donc réorienter l'épargne des Français vers l'investissement productif. L'impôt de solidarité sur la fortune sera resserré autour du seul patrimoine immobilier, afin d'encourager l'investissement dans la croissance des entreprises. La réforme sera votée dès cette année, dans la loi de finances pour 2018 et entrera en vigueur en 2019.

La réforme de la fiscalité du patrimoine sera complétée par la mise en place d'un taux de prélèvement unique d'environ 30 % sur les revenus de l'épargne. C'est simple, efficace et compétitif. La France se rapprochera ainsi de la moyenne européenne.

Au final, Mesdames et Messieurs les Députés, vous le voyez, l'ensemble de ces mesures fiscales sera voté dès cette année et engagé dans les deux années qui viennent.

Une fiscalité au service de l'activité, c'est important, mais investir dans les secteurs d'avenir, c'est encore plus décisif. C'est pourquoi nous lancerons un grand plan d'investissement de 50 milliards d'euros dans les domaines de la transition écologique, du développement, des compétences, de la santé, des transports, de l'agriculture et de la modernisation de l'Etat.

J'ai missionné Monsieur PISANI-FERRY pour le concevoir et prévoir et préparer son déploiement. Une partie de cet investissement viendra financer des réformes structurelles de notre économie et de la sphère publique. On économise durablement d'un côté, on investit dans l'avenir de l'autre. Investir dans l'avenir, c'est aussi soutenir notre industrie.

Je n'ai jamais été impressionné par ceux qui rêvaient d'une industrie sans usines et jamais convaincu par ceux qui envisageaient une France sans industrie mais la réalité est sombre. Derrière les succès réels de certains, la désindustrialisation de notre tissu productif s'accélère. Pour redresser la tête et redevenir conquérants, nous devons nous renforcer.

Certaines de nos filières, comme l'aéronautique, sont déjà remarquablement intégrées à la pointe de la technologie mais nous avons beaucoup d'entreprises industrielles, souvent de trop petite taille, souvent trop isolées des groupes qui leur permettraient de s'épanouir. Nous devons donc tisser un réseau industriel puissant de PME et d'ETI et accompagner son développement à l'export.

Il nous reviendra aussi de tirer le plus grand parti possible des opportunités ouvertes par la révolution numérique qui doit être une chance pour tous : pour les entrepreneurs qui créent des start-up, bien sûr, mais aussi pour les TPE-PME, pour ceux qui sont nés avec la révolution digitale comme pour ceux qui en sont éloignés.

La révolution de l'intelligence artificielle est devant nous, elle est en vérité déjà là et elle nous touchera tous, dans tous les domaines de la production. Ceux qui font mine de l'ignorer seront les premiers saisis par sa puissance. Nous devons nous y préparer pour faire une chance disruptive et non la subir comme une fatalité destructive.

Le secrétaire d'Etat au Numérique me proposera dans les trois mois une méthode permettant d'associer les meilleurs spécialistes de ce domaine à la définition d'une stratégie nationale pour l'intelligence artificielle.

renouer avec l'esprit de conquête, c'est aussi embrasser avec enthousiasme l'incroyable défi que posent les grandes transitions du monde, au premier rang desquelles la transition écologique. Ceux qui, par égoïsme ou inconscience, tournent le dos à l'Accord de Paris sur le climat manifestent plus qu'une simple incompréhension du monde, ils montrent qu'au fond, ils ont peur du futur.

L'autruche est sans doute un animal sympathique, Mesdames et Messieurs les Députés, mais mettre sa tête dans le sable n'a jamais préparé personne à affronter l'avenir. Il nous revient donc de préparer notre pays et notre planète à cette nouvelle ère, de ne pas la subir mais de la façonner. Tout a été écrit sur le sujet, depuis les remarquables livres de Jared DIAMOND jusqu'au témoignage saisissant de ceux qui parcourent inlassablement la planète pour éveiller les consciences.

Notre rapport aux ressources doit être profondément modifié. Notre cap sera simple à formuler mais ambitieux et exigeant. Nous voulons arriver à la neutralité carbone d'ici 2050. C'est pourquoi nous n'attribuerons plus de nouveau permis d'exploration d'hydrocarbures. La convergence diesel-essence sera atteinte avant la fin de la mandature. La montée en puissance de la fiscalité carbone sera accélérée et nous diviserons par deux les déchets mis en décharge et recyclerons 100 % des plastiques sur tout le territoire d'ici 2025.

Nous partirons du principe simple qu'il est toujours préférable de taxer la pollution plutôt que le travail et qu'avant de sanctionner et d'interdire, il vaut mieux encourager et adapter.

Le temps des très grandes infrastructures de transport doit céder la place à des politiques tournées vers de nouveaux modes de mobilité qui associent les nouvelles technologies, le secteur public comme le secteur privé, les micro-entreprises comme les champions nationaux. Les

Assises de la mobilité associeront dès la rentrée les usagers, les opérateurs, les collectivités, les ONG pour orienter les investissements en faveur des déplacements quotidiens, plus sûrs, qui désenclavent les territoires.

La loi d'orientation sur la mobilité préparera également l'ouverture à la concurrence que nous ne devons pas redouter ni en France ni à l'étranger. Nos opérateurs nationaux de transport sont déjà des champions à l'international.

autre domaine où une transition profonde s'impose, le logement. Pour construire de nouveaux logements, une loi à l'automne simplifiera les procédures, en particulier dans les bassins d'emplois les plus dynamiques. Les procédures de permis de construire seront accélérées, les recours abusifs sanctionnés. Au besoin et notamment dans les zones tendues, les autorisations d'urbanisme seront transférées des communes aux intercommunalités pour que les décisions de construire soient prises à l'échelle des bassins de vie.

Dans les 10 ans, nous nous fixons aussi pour objectif de supprimer les passoires thermiques, principales sources de gaspillage énergétique, qui grèvent les budgets des ménages les plus modestes.

Etre conquérant face aux transformations du monde, voilà bien enfin un principe qui s'applique à l'agriculture. La France a longtemps été son agriculture. Par la puissance de sa production, par la marque sur notre géographie, par l'importance qu'elle occupe dans notre imaginaire et dans notre vie, l'agriculture française a fait bien plus que nourrir – et très bien nourrir – les Français. Elle est aujourd'hui confrontée à de multiples transformations : la pression sur le foncier agricole, la répartition insatisfaisante de la valeur entre producteurs et distributeurs, la concurrence étrangère, la multiplication des normes, la nécessité de préserver l'environnement, la demande croissante de consommateurs pour des productions nouvelles et de qualité.

Les agriculteurs français n'ont pas peur de s'adapter. Ils veulent vivre de leur travail, de leur terre et de leurs compétences. Les Etats généraux de l'alimentation reverront le partage de la valeur dans le modèle agricole : il n'est pas admissible que des agriculteurs ne puissent pas se verser un revenu décent et vivent sous le seuil de pauvreté. Ce n'est pas admissible mais c'est courant. Ce doit aussi être notre combat pour la Politique agricole commune de demain.

Ces Etats généraux devront conforter notre confiance en une alimentation plus saine, penser et construire nos modèles futurs, notamment en examinant sans faux-semblants la question des pesticides ou des perturbateurs endocriniens.

Enfin vous permettrez à l'ancien maire du Havre que je suis de rappeler que la France conquérante, celle que voulait François Ier au début de la Renaissance française, était tournée vers la mer. La France conquérante, ce doit être une France qui prend appui sur sa puissance maritime pour créer de nouveaux emplois, notamment dans les filières des énergies marines, et pour capter toujours plus de marchandises grâce à ses grands ports.

Une France conquérante, c'est enfin une France écoutée, respectée et désirée. Je l'ai dit il y a quelques semaines, la France est de retour et singulièrement en Europe. Nous le devons au président de la République, et nous le devons aux Français qui ont adressé deux messages lors des élections : ils sont attachés à la construction européenne et à l'euro, ils veulent une Europe plus concrète, moins tatillonne et plus protectrice.

L'agenda européen de ce gouvernement tient en trois idées. D'abord, tout faire pour réconcilier les Français avec l'Union européenne. Ensuite, œuvrer pour une Europe qui protège, une Europe qui pourra s'appuyer sur une zone euro mieux gouvernée, qui saura faire progresser sa politique de défense, la convergence sociale et notamment la réglementation des travailleurs détachés, une politique commerciale de réciprocité, sans naïveté. Enfin préparer les trois négociations cruciales pour l'avenir de l'Union : la redéfinition de notre projet à 27 avec l'Allemagne et avec ceux de nos partenaires qui voudront aller de l'avant, la conduite d'une négociation ordonnée de sortie du Royaume-Uni comme préalable au cadre de la relation future, les perspectives financières pour l'avenir des politiques de l'Union après 2020. Enfin le Président de la République a rappelé hier que nous ne concevons pas le redressement de notre pays sans une politique internationale qui rende à la France son statut de puissance d'influence mondiale.

L'esprit de conquête, c'est aussi être capable d'attirer à nous l'intelligence de demain en accueillant toujours plus d'étudiants du monde entier pour enrichir et diffuser nos techniques, notre langue, notre identité ; c'est attirer toujours plus de richesses grâce à notre offre touristique qui constitue un atout économique majeur ; c'est montrer au monde qui nous sommes en organisant les grands événements pendant lesquels la planète nous regardera : la candidature de Paris aux Jeux Olympiques 2024 a mobilisé la France entière autour du sport et de ses valeurs, l'accueil de ces JO offrira, je l'espère, une chance unique de renforcer la place de Paris et la place de la France au premier rang mondial. Soyons conquérants ! L'évolution du monde donne toutes ses chances à la France parce que ce nouveau monde a besoin de science et de raison, d'ordre et de loi, de technologies et de culture, de dialogue et de solidarité et que la France, c'est tout cela !

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés,

Je ne crois pas à l'omnipotence du politique mais je ne crois certainement pas à son impuissance. Je vous l'ai dit au début de mon propos, et votre Assemblée en est la preuve par sa composition, les bonnes politiques publiques permettent de changer la vie des Français. C'est long, c'est lent, c'est difficile, mais pour reprendre les mots de Simone VEIL, j'ai confiance dans notre capacité à progresser.

Je sais ce que peut la volonté politique quand elle a le soutien de la représentation nationale et de la majorité du peuple français. J'ai cette volonté, l'ensemble de l'équipe gouvernementale la partage. Elle travaille avec une méthode, celle de l'efficacité, du dialogue et de la collégialité. Cette méthode de travail, le gouvernement la propose aux législateurs que vous êtes en y ajoutant le respect et l'exigence de vérité. J'ai siégé sur ces bancs, je l'ai dit, et je suis trop attaché au rôle et aux prérogatives du Parlement pour qu'il en aille autrement. Œuvrons ensemble pour qu'à la fin de ce quinquennat, la France ait atteint le cap fixé par le président de la République et que la France ne regrette pas d'avoir choisi l'optimisme et la confiance.

Travaillons pour que le chômage reflue, que les territoires ruraux continuent à vivre, que les quartiers libèrent leurs énergies, notamment grâce au dispositif des emplois francs, que les expatriés reviennent, que les entrepreneurs innover, investissent et créent des emplois. Travaillons pour que le mérite soit récompensé. Travaillons pour que nos compatriotes vivent mieux.

Aucun des défis de la modernité ne doit nous effrayer. L'espoir qui s'est levé fonde notre responsabilité. C'est à cet espoir, Mesdames et Messieurs les Députés, que je vous demande d'accorder votre confiance et c'est la raison pour laquelle, Monsieur le Président, conformément aux dispositions de l'article 49-1 de notre Constitution, j'ai l'honneur d'engager la responsabilité du gouvernement sur la déclaration présente de politique générale.